

EXCLUSIF

DÉMISSIONS EN SÉRIE À L'UPAC

Le chef
des enquêtes de
l'Unité anticollusion
part avant la fin
de son contrat.

PAGE A5

LA PRESSE

CROSBY S'ÉCLATE

Le joueur étoile obtient
quatre points dans une victoire
de 5-0 contre les Islanders
dans son premier match
depuis janvier. SPORTS

BRUINS 1
CANADIEN 0

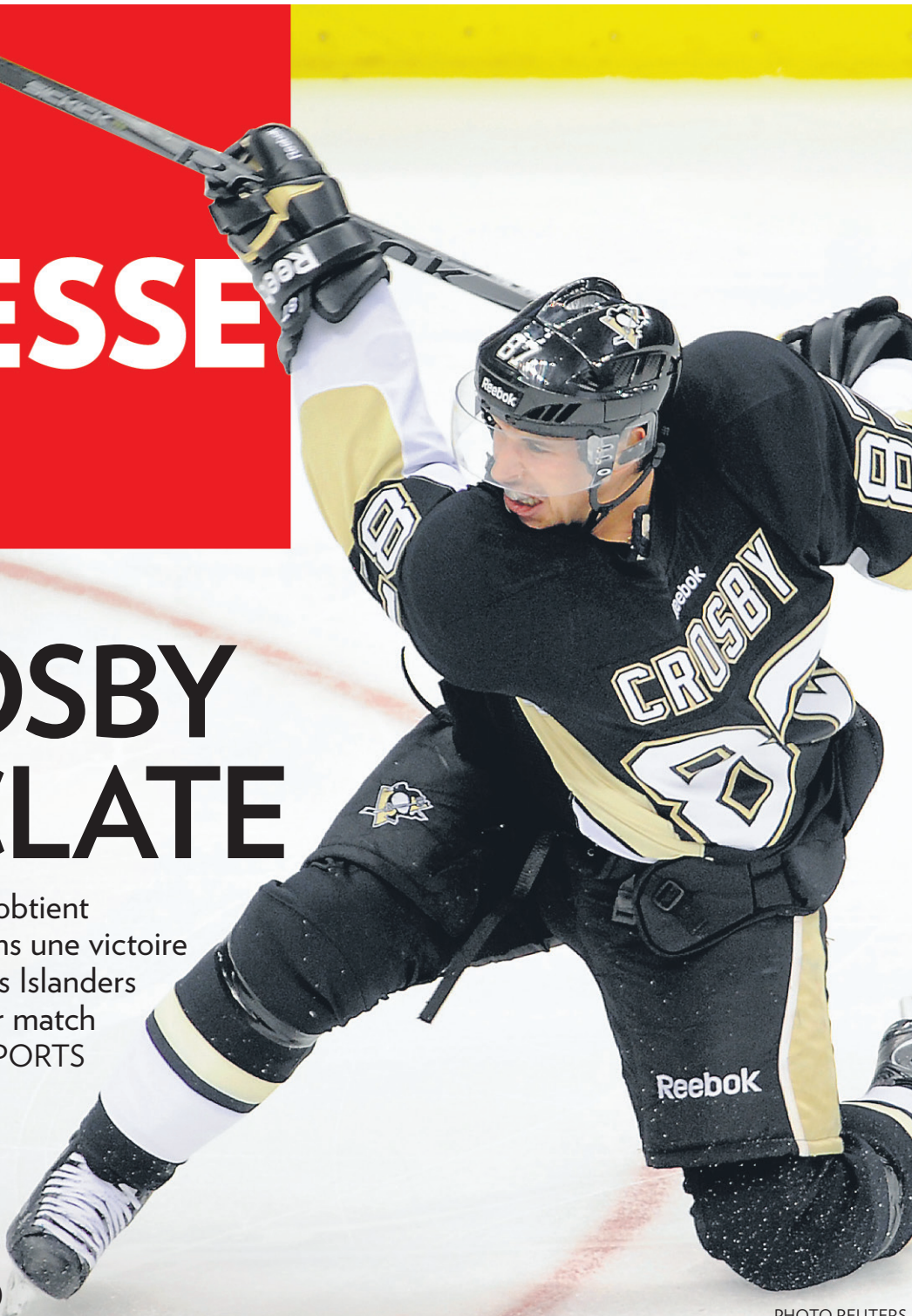


PHOTO REUTERS

Zainab
June 09



PROCÈS SHAFIA

«PRENDS GARDE À MON FRÈRE»

La jeune Zainab,
19 ans, courait un risque
en fréquentant un
garçon, selon un témoin
de la Couronne.

PAGE A12

Zainab Shafia
a été retrouvée noyée
le 30 juin 2009.



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

OCCUPONS MONTRÉAL DES INDIGNÉS DÉMÉNAGENT

Des leaders de la première heure réorientent leurs actions.
PAGES A6 ET A7

TÉLÉVISION PROVIDENCE TIRE SA RÉVÉRENCE CE SOIR

Avant-goût du dernier
épisode. ARTS



Monique
Mercure

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

PLAN NORD ET TOXICOMANIE CRI DU CŒUR

Les chantiers d'Hydro et du Plan
Nord amplifient les problèmes
de drogue chez les autochtones,
selon des Innus. PAGES A2 ET A3

DÉCOUVREZ NOS OFFRES SENSATIONNELLES!



LE RENARD.CA
LE SITE DES ACHATS FUTÉS

EXCLUSIVITÉ DE
LA PRESSE

ARTS : PAGE 7

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE

Au lieu des péages, ce serait pas mal plus payant d'installer
des parcomètres sur les ponts.

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



VOYEZ MAINTENANT, PAYEZ EN 2013!

0 \$ 0 \$ 0 %

acompte paiement intérêts

LASIK MD
VISION
CORRECTION DE LA VUE AU LASER

À partir de
490\$ par œil*

LASIK 100 % laser disponible

Consultation GRATUITE
1 877 768-9888 • www.lasikmd.com

POINTE-CLAIRE • LAVAL • MONTRÉAL • BROSSARD

LE CHOIX DU CONSOMMATEUR 2011 RECONNAISSANCE D'EXCELLENCE 4 ANNÉES D'EXCELLENCE

* Sous réserve d'approbation de crédit de Services de cartes Desjardins. Pour être admissible, les patients doivent être âgés de 18 ans ou plus au 15 janvier 2012 et avoir un traitement personnelisé des deux yeux. Ce prix est combiné à aucune autre offre. Les prix sont sujets à changement sans préavis et varient selon la prescription. Correction possible sur une charge des deux yeux, seulement. D'autres conditions peuvent s'appliquer.

PLAN NORD

LE CRI
DU CŒUR
DES INNUS

PHOTO MARIE TISON, ARCHIVES LA PRESSE

Des Innus affirment qu'il contribuera à aggraver la toxicomanie dans leur communauté. D'autres rejettent l'offre de compensation financière. Des obstacles se dressent sur la route du Plan Nord du gouvernement Charest.

EXCLUSIF

ANDRÉ
NOËLFABRICE DE
PIERREBOURG

Le lancement des chantiers d'Hydro-Québec et du Plan Nord a amplifié les problèmes de drogue chez les jeunes autochtones de la Basse-Côte-Nord, affirment des Innus de La Romaine dans une lettre ouverte adressée à François Bonnardel, député de l'Action démocratique du Québec.

Il y a deux semaines, le premier ministre Charest a accusé M. Bonnardel de répandre des préjugés racistes parce qu'il avait évoqué les problèmes de toxicomanie dans les communautés innues à l'Assemblée nationale.

M. Bonnardel a dénoncé le fait que des chèques de 3000\$ ont été versés à chaque adulte de la communauté de Mingan, à la suite d'une entente conclue avec Hydro-Québec pour la construction de centrales sur la rivière Romaine.

«Est-ce que le ministre des Ressources naturelles appuie cette pratique d'Hydro-Québec, quand on sait qu'à Mingan, 40% de la population ont des problèmes de toxicomanie et d'alcoolisme et 30% ont des problèmes de jeu compulsif?», a demandé le député de Shefford.

Clément Gignac, ministre des Ressources naturelles, l'a alors accusé de «vouloir casser du sucre sur le dos des communautés autochtones». M. Charest l'a accusé «de peindre les Premières Nations comme étant des alcooliques, puis des toxicomanes».

Loin de se sentir blessés par les propos de M. Bonnardel, des Innus de La Romaine – une autre communauté qui a une entente semblable à celle de Mingan – félicitent le député «pour avoir courageusement dit tout haut ce que tout le monde savait tout bas».

à La Presse. Il compte continuer à recueillir des signatures pendant toute la semaine.

«Nous vous appuyons d'avoir sonné l'alarme au sujet des problèmes sociaux très graves que vivent les Innus de la Basse-Côte-Nord, indique la lettre. Quoique des problè-

Des Innus de La Romaine félicitent le député adéquate François Bonnardel «pour avoir courageusement dit tout haut ce que tout le monde savait tout bas».

Un des signataires, George Bellefleur, affirme avoir recueilli les signatures de plusieurs femmes membres de cette communauté située à quelque 150 kilomètres à l'est de Mingan. Il a faxé la lettre à M. Bonnardel et en a envoyé une copie

mes existaient, l'arrivée des chantiers d'Hydro-Québec et du Plan Nord les a amplifiés à des proportions hors contrôle, sachant qu'une bonne partie des drogues fortes qui circulent dans notre région découlent du chantier de la Romaine.

«C'est à notre tour de sonner l'alarme. Nous disons à tous les Québécois: méfiez-vous du Plan Nord, car tous les Québécois se font avoir.»

Les signataires se disent d'accord avec le rapport de Jacques Duchesneau, ancien directeur de l'Unité anticollusion, qui s'est inquiété de la présence du crime organisé dans certains grands chantiers. Ils demandent à la juge France Charbonneau de se pencher sur Hydro-Québec dans le cadre de sa commission d'enquête.

Ils veulent notamment que M^{me} Charbonneau enquête sur les liens d'Hydro-Québec avec «les firmes de génie-conseil, les conseils de bande, les contrats de gré à gré et les prête-noms autochtones qui sont utilisés pour l'obtention des dits contrats de gré à gré».

Au début du mois, La Presse a révélé qu'une société forestière a réussi à décrocher le contrat de déboisement de la vallée de la Romaine en s'associant avec des Innus. Hydro-Québec a accordé ce contrat sans appel d'offres.

La société d'État refuse de divulguer les ententes qu'elle a



Délices de Cartier watch



Cartier

Disponible chez :

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS



2020 Rue de la montagne, Montréal.

(514) 845-4651

CHATEAUDIVOIRE.COM

SOMMAIRE

Amusez-vous!	SPORTS 8
Astrologie du jour	AFFAIRES 15
Bourses	AFFAIRES 12 et 13
Débats	A 18 et 19
Décès	AFFAIRES 15
Horaires télévision	ARTS 6
Loteries	A 8
Monde	A 16 et 17
Petites annonces	AFFAIRES 4 et 14
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Ensoleillé, pluie verglaçante au cours de la nuit, maximum 1, minimum -2. AFFAIRES 14



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, ARCHIVES LA PRESSE



Une mine de fer, près de Fermont.

PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

Levée de boucliers sur la Côte-Nord

TOMMY CHOUINARD
QUÉBEC

Le premier ministre Jean Charest ne sera plus seul à parcourir le monde pour parler du Plan Nord. Un chef innu de la Côte-Nord le fera lui aussi. Mais ce sera pour dénoncer le projet.

Insulté par l'offre «ridicule» du gouvernement, le chef du conseil des Innus de Pessamit, Raphaël Picard, a décidé de lancer une campagne internationale contre le Plan Nord. Il laisse également planer la menace de bloquer la route 138 et d'empêcher la réfection de la 389, entre Baie-Comeau et Fermont. Il réclame 5 milliards de dollars en 50 ans pour sa communauté de 4000 habitants. Québec lui propose 14 fois moins, 350 millions.

M. Picard a rompu les négociations avec Québec vendredi. Les pourparlers avaient été lancés le 12 juin, à la suite d'un blocus de la route 138, qui relie la Côte-Nord au reste de la province. Ils visaient à régler plusieurs griefs de la communauté de Pessamit envers Québec.

Le gouvernement Charest a mis sur la table 350 millions sur une période de 50 ans, dont 113 millions à titre de compensation pour les dommages causés entre autres par le développement hydroélectrique. Le reste est destiné à la création d'un fonds de développement économique, à raison de 4,5 millions par an. L'offre prévoit d'autres mesures non financières. En contrepartie, Pessamit devait accorder une quittance et abandonner ses recours judiciaires.

Or, le chef Picard exige 5 milliards en 50 ans à titre de compensation et de fonds pour le développement. En conférence de presse, hier, il a longuement décrit le «viol» du territoire ancestral des Innus de Pessamit survenu au cours des 60 dernières années, avec les développements hydroélectrique, forestier et minier. L'exploitation des ressources naturelles sur ce vaste territoire a rapporté gros, a-t-il fait valoir. Il estime par exemple qu'Hydro-Québec a engrangé des revenus de 45 milliards de dollars grâce à la vente d'électricité.

« Ils nous croient imbéciles. Ils nous considèrent comme des aliénés. »

— Raphaël Picard, chef du conseil des Innus de Pessamit, à propos du gouvernement Charest

L'offre du gouvernement, «c'est peu, c'est frivole, c'est irrespectueux», a tonné M. Picard. «C'est dommage qu'il revienne encore avec une attitude coloniale [selon laquelle] il fallait montrer des couteaux, des haches, en échange de ballots de fourrure. C'est la même chose qu'ils veulent nous faire passer. Ils nous croient imbéciles. Ils nous considèrent comme des aliénés.»

Le chef qualifie le premier ministre Jean Charest de «plus mauvais menteur du Québec». Il l'accuse de faire «de la fausse publicité» en affirmant que les autochtones appuient le Plan Nord. Il répliquera en faisant «une tournée de plusieurs grandes villes américaines et européennes». Il soutiendra que Québec bafoue les droits des autochtones et que Jean Charest, «comme sous le régime Duplessis, donne le minéral à des grosses entreprises». Il dit compter sur le soutien financier de groupes environnementalistes et de défense des autochtones.

Raphaël Picard promet également «des actions qui auront pour conséquence de perturber les activités économiques de la Côte-Nord». Des groupes pourraient bloquer la route 138, par exemple. M. Picard envisage de déposer une injonction afin d'empêcher la réfection de la route 389.

Quelques heures après la sortie du chef, le ministre responsable des Affaires autochtones, Geoffrey Kelley, a convoqué la presse pour déplorer l'échec des négociations. Les demandes du chef Picard sont «irréalistes», a-t-il tranché. L'offre du gouvernement est quant à elle «raisonnable» et comparable à des ententes de même nature conclues au Québec et dans d'autres provinces. Elle pourrait être bonifiée si la communauté de Pessamit accepte de conclure avec Québec un traité global concernant ses droits ancestraux, a-t-il souligné.

Jean Charest a rencontré le chef Picard trois fois depuis le 12 juin, alors que des séances de négociations ont eu lieu toutes les deux semaines. «Nous avons agi de bonne foi», a dit M. Kelley. Interrogé au sujet des menaces de blocus routiers, le ministre a rétorqué que les Innus doivent plutôt s'adresser aux tribunaux s'ils sont insatisfaits des négociations. Dimanche, par voie de communiqué, il s'est demandé «si la décision du chef Picard reflète la position de l'ensemble des membres de sa communauté». La remarque a fait bondir M. Picard, qui accuse le ministre de «s'ingérer dans la gouvernance» de la communauté.

Sur les 33 communautés autochtones habitant le territoire du Plan Nord, 26 appuient le projet, a précisé Geoffrey Kelley. C'est le cas des communautés crie, qui ont signé un traité global avec Québec. Cinq communautés innues s'opposent au Plan Nord, alors que deux l'approuvent.



George Bellefleur, un des signataires de la lettre adressée à François Bonnardel, compte continuer à recueillir des signatures.

conclus avec quelques conseils de bande pour le développement hydroélectrique de la Romaine. Une situation que dénonce M. Bonnardel.

Tentative de corruption

George Bellefleur, qui fait circuler la lettre ouverte, a dit à *La Presse* hier qu'une entreprise de travaux publics avait sondé des membres de La Romaine, il y a quelques années, pour décrocher elle aussi un contrat de gré à gré pour le prolongement de la route 138.

«L'entreprise offrait 100 000\$ par année pendant cinq ans pour que ces membres de la communauté s'associent à son projet comme de simples prête-noms, a-t-il dit. Son offre a été rejetée.»

Actuellement, la route 138 s'arrête à Natashquan. Le gouvernement québécois envisage son prolongement jusqu'à La Romaine et plus à l'est encore, notamment jusqu'à Harrington Harbour, où se jette la rivière du Petit Mécatina. Hydro-Québec projette de construire des centrales hydroélectriques sur cette rivière.

Ce n'est pas la première fois que les chantiers hydroélectriques sont tenus responsables de l'aggravation des problèmes de drogue. Le printemps dernier, le président de la CSN-Construction, Aldo Miguel Paolinelli, a déclaré à ruefrontenac.com que les vendeurs de drogue «imposent leur loi et circulent librement sur les chantiers [de la Romaine]».

Toujours le printemps dernier, le service de psychiatrie du Centre de santé de Sept-Îles s'est dit plus débordé que jamais en raison des nombreuses psychoses toxiques causées par les drogues de synthèse. Selon nos sources, plusieurs cas concernent des Innus.

À LIRE, L'ÉDITORIAL D'ANDRÉ PRATTE. «SE FAIT-ON AVOIR?», EN PAGE A18.

Jean Charest minimise l'opposition



ANABELLE NICOUD

Le premier ministre Jean Charest a défendu hier le Plan Nord, critiqué par les Innus de Pessamit.

«Il y a une communauté [en guerre], mais la vaste majorité des Premières Nations et des Innus qui habitent sur le territoire du Plan Nord l'appuie massivement», a-t-il répondu, hier, à l'issue d'une conférence de presse à Montréal.

Selon Jean Charest, le Plan Nord est le projet «de toute une génération», alors que l'opposition des Innus de Pessamit s'inscrit au cœur d'une négociation.

La communauté innue, installée sur la Côte-Nord, réclame 5 milliards en 50 ans à Québec. Hier, le chef de Pessamit, Raphaël Picard, a rejeté l'offre de 350 millions du gouvernement, qualifiée de «ridicule» au regard du «viol» subi par son territoire. L'attitude du gouvernement dans ce dossier a aussi été qualifiée de coloniale.

La communauté innue promet de faire connaître son opposition dans les grandes villes américaines et européennes que Jean Charest a récemment visitées. Elle menace de bloquer la route 138 et est prête à solliciter l'avis de la Cour supérieure sur la question.

Mais selon le premier ministre, le Plan Nord n'est ni menacé ni compromis.

«Il faut faire la distinction entre les demandes d'une communauté innue, qui demande des milliards de dollars comme compensation. Et, de toute évidence, ces demandes ne sont pas comparables avec les négociations faites avec d'autres communautés», minimise-t-il.

Jean Charest a aussi répondu aux critiques de Jacques Parizeau qui, dans une interview accordée au *Devoir*, croit que les Québécois se sont «fait avoir» dans la négociation entre le gouvernement et les sociétés minières.

«On va laisser à M. Parizeau le droit de s'exprimer. Mais nous, on sait ce qu'on a préparé en concertation avec les gens dans le Nord. On sait ce qui est sorti de deux ans de concertation avec ceux qui habitent le territoire, et avec les groupes écologistes. C'est un magnifique projet à long terme», croit Jean Charest.

Le gouvernement a mis en place des «partenariats» avec les sociétés minières. «La mine de diamant est un bon exemple. Le Québec est propriétaire à 37% de Stornoway. Donc ça, c'est nous, les Québécois. Il y a un projet de route. Le gouvernement investit, la compagnie aussi. Nous avons prévu 500 millions de dollars pour investir dans des projets», dit M. Charest.

«Il faut donner la chance au Plan Nord de partir. Il faut laisser la chance aux projets émerger. J'ai fait une tournée de plusieurs capitales financières pour susciter l'intérêt et permettre aux développeurs d'investir dans le Nord. Vous savez, c'est une vision intégrée qui va se développer sur 25 ans», croit-il.

— Avec *La Presse Canadienne*



PHOTO ÉRICK LABBÉ, ARCHIVES LE SOLEIL

Démissions en série à l'UPAC

Le chef des enquêtes et deux de ses collègues quittent subitement leur poste

EXCLUSIF

FABRICE DE PIERREBOURG
ET ANDRÉ NOËL

Déjà aux prises avec une ambiance de travail délétère et des luttes de clans, l'Unité permanente anticorruption (UPAC) affronte désormais une vague de démissions, a appris *La Presse*. Hier, c'est le chef des enquêtes de son unité anticollusion qui a quitté le navire.

Régent Bélanger, ex-commandant de l'escouade antigang de la police de Montréal, a remis sa démission à midi et est ensuite

qui en a découlé. Récemment, l'Unité anticollusion a été avalée par l'UPAC.

Régent Bélanger est le troisième «enquêteur» à quitter le navire, au cours des derniers jours, après Sylvain Tremblay et Henri Dion, ancien surintendant de la GRC, dont le contrat venait aussi à échéance à la mi-avril.

L'UPAC a expliqué à *La Presse* que dans le cas de Sylvain Tremblay, il s'agissait d'un choix personnel motivé par des raisons «géographiques».

Selon nos sources proches du dossier, ces démissions sont la conséquence d'une perte de

leur expertise. Ils manifestent aujourd'hui leur volonté de se retirer de leur longue vie professionnelle.»

Tensions

Vendredi, *La Presse* a révélé l'ampleur des dysfonctionnements et des sources de tension qui touchent l'UPAC: l'absence de communication entre les unités, des enquêtes de l'escouade Marteau qui seraient «orientées» de manière à être limitées au monde municipal, sans oublier la présence constante de deux responsables d'Hydro-Québec dans les bureaux de l'UPAC et les réunions alors qu'Hydro-Québec fait désormais partie des organismes sur lesquels enquête l'UPAC.

Autre source de tension, la prépondérance de la filière «verte» (Sûreté du Québec) dans toutes les hautes sphères de l'organisation.

Enfin, autre point délicat, le recrutement par l'UPAC d'une dizaine d'enquêteurs qui seront affectés à la commission Charbonneau. Cela pourrait mettre à mal l'indépendance de cette commission puisque l'UPAC relève du ministre de la Sécurité publique.

Après la publication de l'article de *La Presse*, la commissaire France Charbonneau a indiqué que personne ne s'immiscerait dans son travail. «Ce sont les enquêteurs de la commission qui prendront la décision de s'adjoindre, selon leurs besoins, les personnes ressources nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches», a-t-elle dit.

Régent Bélanger a seulement indiqué qu'il était satisfait du travail accompli à l'Unité anticollusion lorsque celle-ci travaillait sous la direction de Jacques Duchesneau.

parti. Au cours d'un bref entretien avec *La Presse*, M. Bélanger a évoqué des raisons personnelles. Il soutient que l'heure de la retraite a sonné. Son projet à court terme, dit-il, est de passer l'hiver en Floride.

Son contrat de «chargé des enquêtes» venait à échéance en avril. Alors, pourquoi ce départ soudain? «J'ai toujours agi comme ça. Quand on décide de partir, on part», a-t-il répliqué.

Le démissionnaire a seulement indiqué qu'il était satisfait du travail accompli à l'Unité anticollusion lorsque celle-ci travaillait au ministère des Transports sous la direction de Jacques Duchesneau – congédié depuis – et du rapport

confiance dans cette organisation créée par le gouvernement Charest et dirigée par le commissaire Robert Lafrenière. Certains auraient acquis la certitude que l'Unité permanente anticorruption sert aussi à étouffer certains dossiers qui pourraient embarrasser le pouvoir.

L'UPAC ne fait pas la même lecture des événements. «Les analystes-enquêteurs de l'UAC qui avaient été embauchés étaient tous des policiers à la retraite», explique par courriel Anne-Frédéric Laurence, porte-parole de l'Unité. Les deux personnes qui partent ont contribué au mandat de l'UAC en mettant à profit

Vives tensions entre syndicats de policiers

VINCENT LAROUCHE

Le torchon brûle entre les associations de policiers québécoises. Le syndicat des policiers de la Sûreté du Québec estime que les représentants des policiers municipaux sont «irresponsables» et «alarmistes» lorsqu'ils dénoncent la puissance croissante de la SQ et ses impacts potentiels sur la démocratie.

«On casse encore du sucre sur le dos de la Sûreté, on casse du sucre sur le dos du gouvernement, on est habitués de voir ça», déplore Pierre Veilleux, de l'Association des policiers provinciaux du Québec.

En entrevue à *LaPresse.ca* samedi, deux représentants des policiers municipaux ont déclaré que le gouvernement Charest accorde trop d'importance à

la SQ au détriment des autres corps policiers. Ils ont souligné l'empreinte marquée de la SQ aux échelons supérieurs de l'Unité permanente anticorruption (UPAC), mais ils ont surtout dénoncé le projet de loi 31, qui pourrait favoriser l'intégration de certains corps policiers municipaux au sein de la SQ.

«Le Québec a toujours voulu se prémunir contre un État policier. Dans toutes les réformes des organisations policières, on a toujours voulu garder un tiers des ressources à la SQ, un tiers à Montréal, un tiers pour les autres corps municipaux. Actuellement, on est en déséquilibre. Et le projet du gouvernement pourrait l'accroître en transférant 650 policiers additionnels à la SQ», a expliqué Denis Côté, président de la

Fédération des policiers et policières municipaux du Québec.

«On l'a vu dans l'actualité avec l'UPAC [...]. Ça commence à en faire beaucoup, tout confier à une seule organisation», a-t-il ajouté.

Éviter «l'État policier»

Yves Francoeur, président de la Fraternité des policiers de Montréal, a renchéri. «Dans une société libre et démocratique, si on ne veut pas tomber dans un État policier, effectivement, c'est sain que les services de police soient bien répartis», a-t-il déclaré.

Des propos que déplore Pierre Veilleux. «Je trouve irresponsable d'essayer d'alarmer inutilement la population avec des mots aussi graves que ça. Peut-être qu'ils n'ont pas pris le temps de voir la définition d'un État policier», avance-t-il.

«Depuis 2001, on a intégré près de 55 corps de police à la Sûreté du Québec. Je ne vois pas où est le désastre. La démocratie est aussi bonne qu'elle l'était avant», soutient-il.



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Selon nos sources, les trois démissions sont la conséquence d'une perte de confiance envers l'organisation dirigée par Robert Lafrenière (notre photo).

ÉCHANGEZ VOS ANCIENS BIJOUX POUR DE NOUVEAUX SOUVENIRS



En tant que l'un des plus prestigieux bijoutiers et marques de confiance en Amérique du Nord, Birks vous offre un service hors pair pour la vente sécuritaire de vos vieux bijoux.

Nous vous invitons à contacter votre magasin Birks pour prendre un rendez-vous. Notre acheteur de métaux précieux sera sur place de 10h à 17h les dates suivantes :

DU 24 AU 26 NOVEMBRE 2011
CARREFOUR LAVAL • 450.688.3431

LE 28 ET 29 NOVEMBRE 2011
1240 SQUARE PHILLIPS • 514.3972511

DU 30 NOVEMBRE AU 2 DÉCEMBRE 2011
CENTRE ROCKLAND • 514.341.5426



WWW.BIRKSECHANGEDOR.COM

Le SOLDE de fin d'année Mercedes-Benz

Repartez au volant d'une berline ou d'un coupé de Classe C, d'une Classe GLK ou d'une Classe E 2012.

LE SOLDE DE FIN D'ANNÉE



Mercedes-Benz

Le SOLDE de fin d'année Mercedes-Benz est en cours.

Grâce à des primes et à des taux de financement formidables, il n'aura jamais été aussi facile de s'offrir le summum du luxe, de la performance et du style.

Pour en savoir plus, visitez mercedes-benz.ca/offrescourantes

LE SOLDE DE FIN D'ANNÉE MERCEDES-BENZ. TAUX À PARTIR DE :

3 MENSUALITÉS GRATUITES*	FINANCEMENT À L'ACHAT À PARTIR DE	TAUX À LA LOCATION À PARTIR DE	PAIEMENTS MENSUELS À PARTIR DE
	1,9 %*	3,9 %*	298 \$*



Mercedes-Benz

125! ans d'innovation

Montréal
Automobiles Silver Star Inc.
7800, boul. Décarie
Montréal
514 344-7678

Laval
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute 440 Ouest
Laval
450 681-2500

Rive-Sud
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, boul. Taschereau
Greenfield Park
450 672-2720

West Island
Mercedes-Benz West Island
4525, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
514 620-5900

Boucherville
Duval Mercedes-Benz
1530, rue Ampère
Boucherville
450 449-0222

Blainville
Mercedes-Benz Blainville
10000, chemin du Plein Air
Mirabel (Blainville)
450 435-1313

© Mercedes-Benz Canada Inc., 2011. * Les trois premières mensualités sont supprimées uniquement pour les nouveaux modèles C 250 (berline et coupé), E 350 BlueTEC et GLK 350 2012 (jusqu'à un maximum de 1 350 \$/1 350 \$/2 550 \$/1 650 \$ incluant les taxes) dans le cadre des programmes de location et (jusqu'à un maximum de 1 950 \$/1 950 \$/3 150 \$/2 250 \$ incluant les taxes) dans le cadre des programmes de financement. Les mensualités gratuites s'appliquent uniquement aux nouveaux modèles de Classes C (berline et coupé), GLK et E 2012. Ne s'applique pas aux modèles AMG. Offres de location et de financement basées sur la nouvelle berline C 250 2012 et proposées uniquement par l'intermédiaire de Services financiers Mercedes-Benz sur approbation du crédit, pendant une durée limitée. Exemple basé sur une location de 298 \$ par mois pendant 48 mois. Versement initial ou reprise équivalente de 8 705 \$ plus dépôt de sécurité de 300 \$ et taxes applicables dus à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 36 700 \$. Taux annuel de 3,9 %. Obligation totale : 23 330 \$. Kilométrage limité à 18 000 km par an (0,20 \$/km supplémentaire). Exemple de financement basé sur un terme de 60 mois au taux annuel de 1,9 % et un PDSF de 36 700 \$. Le paiement mensuel est de 558 \$ (avant taxes) avec un versement initial de 5 775 \$ ou une reprise équivalente. Le coût de l'emprunt est de 1 565 \$ pour une obligation totale de 39 260 \$. Modèle GLK 350 4MATIC™ 2012 présenté. Le prix de l'ensemble Sport est compris dans le prix des exemples de location et de financement. Exemple basé sur une location de 540 \$ par mois pendant 48 mois. Versement initial ou reprise équivalente de 2 500 \$ plus dépôt de sécurité de 600 \$ et taxes applicables dus à la date d'entrée en vigueur du bail. PDSF à partir de 43 800 \$. Taux annuel de 4,9 %. Obligation totale : 29 006 \$. Kilométrage limité à 18 000 km par an (0,20 \$/km supplémentaire). Exemple de financement basé sur un terme de 60 mois au taux annuel de 2,9 % et un PDSF de 43 800 \$. Le paiement mensuel est de 698 \$ (avant taxes) avec un versement initial de 6 625 \$ ou une reprise équivalente. Le coût de l'emprunt est de 3 106 \$ pour une obligation totale de 48 482 \$. Le prix total et le versement initial incluent les frais de transport et de préparation de 2 045 \$, les frais du RDPRM de 85 \$, la taxe sur le climatiseur de 100 \$ et les droits sur les pneus de 15 \$. Frais d'immatriculation, d'enregistrement et d'assurance en sus. Le concessionnaire peut louer ou offrir du financement à prix moindre. Les offres peuvent changer sans préavis et ne peuvent être jumelées à d'autres offres. Voyez votre concessionnaire Mercedes-Benz autorisé pour les détails ou communiquez avec le Service à la clientèle de Mercedes-Benz au 1 800 387-0100. Les offres se terminent le 30 novembre 2011.

OCCUPONS MONTRÉAL

S'indigner autrement



AGNÈS
GRUDA
CHRONIQUE

La première personne que j'ai vue hier en arrivant au campement des indignés montréalais, c'est un homme furieux parce que ses affaires avaient été déplacées pendant qu'on faisait le ménage de la «place du Peuple», pour répondre aux exigences du service des incendies de Montréal.

Enfin, c'est ce que j'ai cru comprendre alors qu'il tournait comme un lion en cage en fulminant. «Vous êtes trop occupés pour avoir du crisse de respect, j'avais tous mes papiers là-dedans», a-t-il hurlé.

«C'est monsieur Jean, il est très fragile en ce moment», m'a expliqué un habitué du square Victoria, un grand gaillard prénommé Vincent qui passe toutes ses nuits avec les indignés. Et qui dit intervenir en tant que «modérateur» quand les choses dérapent. «Il y a beaucoup de psychiatrisés, ici, et il y en a qui ne sont pas paisibles.»

Si je me fie à un autre habitué des lieux, l'infirmier spécialisé en psychiatrie Stéphane Marceau, l'expression «pas paisibles» est un bel euphémisme pour décrire un lieu où les sans-abri, les toxicomanes et les personnes souffrant de graves problèmes de santé mentale sont désormais plus nombreux que les émules d'Occupy Wall Street. Selon lui, quelques dizaines de sans-abri gravitent autour du square, dont environ cinq ou six personnages «très dangereux».

«Certains d'entre eux sont très violents, il y a eu des menaces de mort, des coups, des batailles.»

Stéphane Marceau a passé plusieurs nuits au square Victoria, à tenter d'apaiser des crises de psychose ou des délires éthyliques, mais il n'a pas l'autorité d'intervenir pour envoyer ces «patients» à l'hôpital. Et quand la police s'en occupe, ceux-ci sont relâchés le lendemain. «Ils reviennent ici, avec des exactos ou des lames de rasoir.»

On a beau juger que tout ça, c'est la faute de la désinstitutionnalisation, n'empêche que les indignés montréalais foncent tout droit vers un mur. Malgré toute leur bonne volonté, le noyau de manifestants originaux est aujourd'hui complètement dépassé par une situation qu'il est incapable de maîtriser. Avec le froid qui s'installe en ville, le square Victoria est désormais un champ de grenades dégou-

Avec le froid qui s'installe en ville, le square Victoria est désormais un lieu en attente d'une catastrophe.

pillées. C'est un lieu en attente d'une catastrophe.

Les indignés montréalais le savent, mais ils étaient un peu piégés. Piégés par la démocratie directe qui leur interdit d'imposer des décisions. Piégés aussi par la Ville de Montréal, qui a mis beaucoup



Distribution de nourriture au square Victoria. L'endroit occupé par les indignés d'Occupons Montréal est rapidement devenu le point de ralliement des sans-abris de la métropole.

de temps avant de leur demander de partir.

Cette invitation est finalement tombée hier. Les indignés devraient en profiter pour plier bagage. Ce ne serait pas, de leur part, le signe d'une honteuse compromission, mais plutôt un gage de maturité. Les protestataires du square Victoria n'ont pas les

est en train de changer de cap et de remettre l'occupation à l'arrière-plan. Au point qu'à New York, certaines voix indignées estiment que la police a rendu un grand service au mouvement en l'évinçant du parc Zuccotti. Depuis quelque temps, les médias n'en avaient que pour l'insécurité et les dérapages de plus en plus fréquents sur les places publiques occupées. Tandis que la dénonciation des injustices et des inégalités passait de plus en plus sous le radar.

«L'agression policière illégitime nous a permis de retrouver du soutien populaire», dit Michael Levitin, responsable de l'Occupy Wall Street Journal, qui a publié son cinquième numéro hier.

Ce que le journaliste ne dit pas, c'est que ce déploiement de force a aussi débarrassé les protestataires d'un fardeau de plus en plus difficile

à porter. Car cette occupation symbolique était en train de se retourner contre les manifestants. Et de plus en plus de gens sentaient que «le message devait dépasser l'occupation». Michael Levitin résume le virage en cours par cette phrase lapidaire: «Après tout, nous ne sommes pas sortis dans la rue pour faire une démonstration de camping!»

Un peu partout, et surtout là où l'hiver rend le camping urbain difficile et périlleux, les indignés nord-américains démenagent peu à peu dans des lieux plus chauds. Selon Michael Levitin, des centaines de groupes ont déjà envahi les cafés et d'autres lieux intérieurs pour repenser leur action qui, dans sa forme actuelle, a atteint ses limites.



Pour joindre
notre chroniqueuse:
agruda@lapresse.ca

L'offre
Autobahn pour tous

L'ingénierie allemande. Maintenant plus abordable que jamais.



Insurance Institute for Highway Safety
Véhicule le plus sécuritaire
Passat 2012

OFFRE DE LANCEMENT

0\$ PREMIÈRE MENSUALITÉ*

La toute nouvelle Passat 2012

Louez à partir de

299\$ par mois pour 48 mois**
ou achetez à partir de 25 440 \$*



Das Auto.

1 888 ROULE VW

vw.ca

*Le PDSF du modèle Passat 2012 de 2,5 L neuf et non immatriculé de base avec boîte manuelle à 5 vitesses est de 25 440 \$ (frais de transport et inspection de prélivraison de 1 365 \$ et taxe d'accise de 100 \$ sur le climatiseur inclus). Assurances, immatriculation, frais d'inscription jusqu'à 46 \$ au RDPRM, droits, options et taxes applicables en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Cette offre de location d'une durée limitée et soumise à l'approbation du crédit de Volkswagen Finance est basée sur le modèle Passat 2012 de 2,5 L neuf et non immatriculé de base avec boîte manuelle à 5 vitesses. Frais de transport et inspection de prélivraison de 1 365 \$ et taxe d'accise de 100 \$ sur le climatiseur inclus dans le paiement mensuel. Acompte de 1 958 \$ ou échange équivalent, dépôt de sécurité de 350 \$ et première mensualité requis au moment de la signature. Frais de 15 ¢ du kilomètre après 64 000 km en sus. Assurances, immatriculation, frais d'inscription jusqu'à 46 \$ au RDPRM, droits, options et taxes applicables en sus. *Première mensualité gratuite offerte avec une location de 48 mois (sur approbation de crédit de Volkswagen Finance) pour certains modèles Passat 2012 neufs et non immatriculés (modèles TD Diesel propre exclus) jusqu'à concurrence de 500 \$ (taxes exclues). PDSF du modèle de base : 25 440 \$. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Offres en vigueur jusqu'au 31 décembre 2011 et pouvant être modifiées ou retirées en tout temps sans préavis. Visitez votre concessionnaire ou vw.ca pour les détails. Modèle montré à titre indicatif seulement. «Volkswagen», le logo Volkswagen, «Passat» et «Autobahn pour tous» sont des marques déposées de Volkswagen AG. «Das Auto et dessin» est une marque de commerce de Volkswagen AG. © Volkswagen Canada 2011.

Tremblay invite les indignés à partir

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN
ET KARIM BENESEAIEH

Après plus d'un mois d'occupation du square Victoria, les membres d'Occupons Montréal sont invités à partir. Le maire Gérald Tremblay estime que les problèmes de sécurité sont devenus trop importants, mais il croit tout de même que «les indignés peuvent partir la tête haute».

«On a toujours eu un dialogue qu'on qualifie de constructif et surtout une collaboration exceptionnelle, a-t-il déclaré en point de presse. Mais à partir du moment où la sécurité des lieux est questionnée, que ça amène de l'instabilité, c'est notre responsabilité d'agir. Des informations que nous avons, je peux vous dire que je suis inquiet. Ils ont une décision importante à prendre. Quand, même eux ne peuvent plus s'assurer qu'il n'y aura pas de grabuge, comme maire de Montréal, je ne peux tolérer ça.»

Il estime que les indignés ont fait la preuve du sérieux de leurs revendications. «Les valeurs de dignité humaine, de justice sociale, ce sont les valeurs des Montréalais. Pour les indignés, la meilleure façon, c'est maintenant de se dire: "Trouvons une autre façon d'exprimer nos valeurs."»

Montréal tolérante

Montréal n'a pas l'intention, pour l'instant, de lancer un ultimatum aux occupants pour qu'ils libèrent le square Victoria, rebaptisé place du Peuple le 15 octobre par les occupants. «C'est ce qu'on a évité depuis le début, c'est ce que je dis quand on veut faire les choses de façon différente. On n'est pas une ville comme les autres. On a respecté les indignés, on leur a donné la possibilité de s'exprimer. On a été peut-être une des seules villes qui a été tolérante. On a une occasion unique de démontrer au monde entier qu'on est



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE
Lors d'une conférence de presse au pied de la statue de la reine Victoria, hier après-midi, une vingtaine d'occupants ont annoncé qu'ils entreprendraient cette semaine une série d'«actions pacifiques», sans en révéler davantage

capable de prendre des décisions, à Montréal.»

La Presse a publié hier un reportage sur les problèmes de sécurité vécus au square Victoria, plusieurs bagarres ayant éclaté cette fin de semaine. Certains indignés ont toutefois nié hier qu'on avait trouvé des seringues dans une tente, affirmant que l'abri avait plutôt servi à fumer du crack.

Cette déclaration du maire survient alors qu'un groupe d'indignés a annoncé vouloir passer à une nouvelle étape dans le mouvement. Lors d'une conférence de presse au pied de la statue de la reine Victoria, hier après-midi, une vingtaine d'occupants ont annoncé qu'ils entreprendraient cette semaine une série d'«actions pacifiques», sans en révéler davantage. «Maintenant que nous avons capté l'attention citoyenne et son désir de changement, il est temps de passer à l'action. À partir des prochains jours, nous exécuterons des actions directes

pacifiques de plus en plus significatives afin d'engendrer un effet domino sur l'ensemble de la société», ont-ils indiqué dans un communiqué.

La déclaration a toutefois passé sous silence les nombreux problèmes d'itinérance, de

Montréal n'a pas l'intention, pour l'instant, de lancer un ultimatum aux occupants pour qu'ils libèrent le square Victoria.

toxicomanie et de santé mentale gangrenant le campement du square Victoria. Pressés de questions par les médias, les indignés qui ont défilé devant les micros ont assuré que l'occupation se poursuivrait, mais deviendrait plus «symbolique». «Le camp n'est pas abandonné, ça va devenir plus symbolique,

mais nous passons à l'action», a notamment indiqué Éric Robertson.

Un autre a toutefois reconnu que le mouvement cherchait maintenant à prendre racine à l'extérieur de la place publique au pied de la tour de la Bourse. «Physiquement, on veut rester, mais il y a d'autres solutions de rechange qu'on veut étudier. Si on regarde autour de nous, il y a beaucoup d'espaces vacants, que ce soit des tours de bureaux, des abris, des refuges, des églises. Ce n'est pas le manque d'espace qui nous paralyse», a expliqué Rémi Boutros.

À micro fermé, certains ont toutefois souhaité voir le camp fermer, craignant que leur mouvement soit entaché par un événement tragique, comme la mort d'une jeune toxicomane à Vancouver. Déjà, les problèmes actuels représentent un fardeau de plus en plus difficile à gérer, soutiennent-ils.

Alors que le mercure plonge désormais sous le point de

congélation, plusieurs craignent de retrouver une personne morte de froid dans une tente. «Avec le froid qui s'en vient, c'est dangereux. Avec la boisson, il y a danger de déshydratation, d'engelures», a reconnu en point de presse l'un des occupants, Stéphane Marceau.

Assemblée d'urgence

Une partie des indignés de la première heure, de 12 à 15 personnes, a décidé de cesser d'occuper à temps plein le square Victoria depuis hier. Ces indignés se concentreront désormais à mener les «actions pacifiques» annoncées hier.

Fait particulier, une assemblée générale d'urgence a été convoquée, hier soir, pour demander aux organisateurs de la conférence de presse de s'expliquer sur leur déclaration publique. Ceux-ci n'auraient pas eu l'autorisation de parler au nom d'Occupons Montréal.

À Toronto, la Cour supérieure de l'Ontario a reconnu le droit à la Ville d'expulser les indignés qui campent au parc Saint-James depuis le 15 octobre. Le juge David Brown a tranché que tolérer la présence des occupants dans ce parc situé près de Bay Street, où plusieurs banques canadiennes ont leur siège social, signifierait approuver l'anarchie. La Ville de Toronto a aussitôt repris la distribution des avis d'expulsion.

- Avec La Presse Canadienne

VOIR AUSSI L'ÉDITORIAL DE MARIO ROY, «LA RUE, LA NUIT», EN PAGE A 18.

LAPRESSE.CA

OCCUPONS MONTRÉAL

Isabelle Audet et Martin Leblanc étaient au Square Victoria la nuit dernière. Pour connaître les derniers développements, consultez www.lapresse.ca/occupation

Mettez la main sur un nouveau mode de paiement.

Voici les Paiements mobiles BMO.

Un moyen sûr et pratique d'effectuer vos paiements TapezPartez^{MC®} avec votre mobile. De plus, faites le suivi de vos achats grâce à des avis par courriel.

Une autre solution bancaire innovante de BMO.

Pour en savoir plus et pour commander votre étiquette MasterCard^{MD} BMO PayPass^{MC®} de paiement mobile GRATUITE, visitez bmo.com/paypass/fr.

BMO  Banque de Montréal

Ça a du sens. Profitez.^{MD}

ALLER LOIN

Des séances sur toute la distance.

Films à la demande,
à votre siège.



MEILLEUR TRANSPORTEUR AÉRIEN
INTERNATIONAL EN AMÉRIQUE DU NORD

AIR CANADA 

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE



Les écrans vidéo individuels à commande tactile sont offerts à bord de tous les appareils exploités par Air Canada, à l'exception de certains Boeing 767, et de certains appareils exploités par Air Canada Express^{MC} au Canada. ^{MC}Air Canada Express est une marque de commerce d'Air Canada.

MONTRÉAL PLUS

Richard Bergeron sonne l'alarme

Des segments du tunnel du mont Royal jugés trop étroits

KARIM BENESEAIEH

Le tunnel du mont Royal, dans lequel on prévoit faire voyager 50 000 voyageurs par jour, est tellement étroit dans certains segments que les passagers ne pourraient même pas sortir par les portes latérales.

En cas d'urgence, ils devraient sortir par l'avant ou l'arrière des voitures... ce qu'ils ne pourront plus faire avec les nouvelles locomotives bimodes qui bloqueront ces accès.

Le chef de la deuxième opposition, Richard Bergeron, a fait partager cette découverte troublante à tous ses collègues du conseil municipal, hier. Dans un geste plutôt rare, il a fait distribuer un schéma montrant que le tunnel, dans certaines sections, est en fait constitué de deux tunnels distincts. L'espace libre entre le train et les murs est alors d'au plus une vingtaine de centimètres.

« Ça vous dit le potentiel de dangerosité du tunnel du mont Royal dans son état actuel », a déclaré M. Bergeron.

De 20 à 480 millions

Les locomotives bimodes, propulsées à l'électricité et au diesel, peuvent contenir jusqu'à 6800 litres de combustible extrêmement inflammable, a-t-il rappelé. Ouvert en 1918, le tunnel de 4,8 km sous le mont Royal a toujours été réservé aux locomotives



Selon le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, certaines sections du tunnel sous le mont Royal sont si étroites que les passagers ne pourraient pas sortir par les portes latérales en cas d'urgence.

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

fonctionnant uniquement à l'électricité. Cette situation devrait changer dès le printemps prochain, lorsque les

premières locomotives bimodes tirant des voitures de deux étages sur la ligne de Deux-Montagnes feront leur entrée.

Le mois dernier, *La Presse* a révélé que, selon un rapport d'experts commandé par l'Agence métropolitaine

de transport (AMT), le tunnel sous le mont Royal ne répondait pas aux normes anti-incendie les plus élémentaires. Un deuxième rapport dévoilé quelques jours plus tard a conclu que le vieux tunnel ne pouvait être rénové pour répondre aux normes actuelles.

« Il y a déjà eu un incendie dans le tunnel du mont Royal qui a fait quatre morts et six blessés en 1946, a rappelé le chef de Projet Montréal. Quant aux fameuses locomotives bimodes que nous avons acquises et que nous allons prochainement mettre en service, trois locomotives similaires ont pris feu à New York en 2000. »

Il a de plus mis en doute la capacité de l'AMT de corriger les problèmes de sécurité du tunnel avec des investissements de 20 millions, comme elle l'a annoncé. « À New York, depuis cinq ans, c'est 480 millions qui ont été mis pour des tunnels semblables mais moins profonds et moins longs que celui du mont Royal. »

Le maire d'accord avec un front commun

Interpellé, le maire Gérald Tremblay a accepté la main tendue du chef de la deuxième opposition. Il a reconnu qu'en matière de sécurité, « il y a du travail à faire par l'AMT, par le gouvernement du Québec et par le conseil municipal ». Il a invité son interlocuteur de l'opposition à faire front commun auprès du gouvernement provincial.

« L'important, c'est d'essayer d'être pour une fois unanimes pour demander, de façon très claire, que les investissements soient faits avant qu'une décision finale se prenne. Ou encore, qu'on promette des trains électriques, ce que de plus en plus de personnes veulent. »

La STM veut la moitié des revenus des péages

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Jugeant désormais « inévitable » le retour des péages, la Société de transport de Montréal demande à en recevoir la moitié des revenus. Son président, Michel Labrecque, croit également que le système doit être étendu à tout le réseau et non seulement à quelques axes routiers.

« Si 100 % des sommes retournent dans le réseau routier, d'un point de vue de transporteur public, ce n'est pas une bonne idée », a soutenu M. Labrecque au cours d'un point de presse, hier. Celui-ci estime que la moitié des revenus devrait servir aux transports collectifs et l'autre moitié à l'entretien du réseau routier.

L'idée semble d'ailleurs faire son chemin dans la population. Selon un sondage Léger Marketing mené pour le compte de Radio-Canada, 69 % des 501 résidents de la région montréalaise interro-

en commun. Seulement 7 % jugent que les revenus ne devraient pas servir aux transports collectifs.

Saluant les résultats de ce sondage, Michel Labrecque ajoute que la tarification de

Michel Labrecque, président de la Société de transport de Montréal, croit que la tarification de l'utilisation des routes doit s'étendre à tout le réseau et pas seulement aux nouvelles constructions.

gés se disent favorables au retour du péage. De plus, 43 % des répondants estiment qu'au moins la moitié des fonds récoltés devrait être investie dans les transports

l'utilisation des routes doit s'étendre à tout le réseau et pas seulement aux nouvelles constructions, comme c'est actuellement le cas avec le pont de l'A25 et le futur pont

Champlain. « Ça prend des péages qui couvrent l'ensemble du réseau routier et des routes nationales pour que ça se tienne et pour que des secteurs ne soient pas pénalisés par rapport à d'autres », a précisé Michel Labrecque.

Le président du conseil d'administration de la STM voit également un danger à ce que le péage sur le futur pont Champlain serve à en payer la construction. « Le problème d'un péage comme sur le pont Champlain, c'est une infrastructure nationale payée par les impôts de tous les Canadiens qui deviendrait presque locale, parce que payée presque exclusivement par les gens de la Rive-Sud. Il faut être

très prudent », a tenu à dire M. Labrecque.

Questionné sur l'idée d'un péage régional réclamé depuis plusieurs années par la Ville de Montréal, le député Guy Ouellet, adjoint parlementaire au ministre des Transports, a jugé « prématuré de regarder tout ça ».

Le responsable des transports au sein de l'administration du maire Tremblay, Michel Bissonnet, a néanmoins bon espoir de voir l'idée du péage régional progresser en 2012. « Le péage régional devra revenir incessamment », estime l'élu municipal. L'argent ainsi récolté devrait servir tant à entretenir le réseau routier qu'à financer les transports en commun.

FAITES VITE! L'OFFRE SE TERMINE LE 30 NOVEMBRE 2011.

FAITES FONDRE EN LARMES MONSIEUR HIVER!



ESCAPE 2012

TAUX DE FINANCEMENT À L'ACHAT

AUSI BAS QUE

0%

POUR 60 MOIS
À L'EXCEPTION DU ESCAPE XLT
4 CYL. À BOÎTE MANUELLE.

PLUSIEURS CARACTÉRISTIQUES DE SÉRIE TELLES QUE:

- ✓ Freins antiblocage
- ✓ Rétroviseurs chauffants électriques repliables manuellement
- ✓ AdvanceTrac® avec contrôle de stabilité antiretourneement
- ✓ Chaîne audio avec lecteur CD (compatibilité MP3), prise audio et radio satellite SIRIUS®
- ✓ Glaces et verrouillage des portes à commande électrique

6,5 L/100 km sur route
5,8 L/100 km en ville*

ENSEMBLE SÉCURITÉ D'HIVER SANS FRAIS SUPPLÉMENTAIRES.

VALEUR ALLANT JUSQU'À 1 800 \$**

À L'ACHAT OU À LA LOCATION DE CERTAINS VÉHICULES NEUFS

- ✓ PNEUS D'HIVER • JANTES D'HIVER
- ✓ SYSTÈME DE SURVEILLANCE DE LA PRESSION DES PNEUS

RECYCLEZ VOTRE VÉHICULE EST DE RETOUR POUR UN TEMPS LIMITÉ.

FORD VOUS PERMET DE RECYCLER VOTRE VÉHICULE DATANT DE 2005 OU AVANT ET D'OBTENIR JUSQU'À

1 000 \$

EN PRIME APPLICABLE À L'ACQUISITION D'UN ESCAPE NEUF À L'EXCEPTION DU ESCAPE XLT 4 CYL. À BOÎTE MANUELLE. TOUTS LES DÉTAILS À FORD.CA.



Partenaire automobile officiel des Canadiens



Montez à bord.

quebecford.ca

LES ACHETEURS AVISÉS LISENT LES PETITS CARACTÈRES. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Ces offres, d'une durée limitée, peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Pour obtenir tous les détails, consultez votre concessionnaire Ford, ou appelez le Centre des relations avec la clientèle Ford au 1 800 565-3673. Ces offres incluent les frais de transport, l'inspection préachat et la taxe sur l'air climatisé, le cas échéant, mais excluent les frais d'immatriculation, les assurances, le plein de carburant, l'inscription au RDP/PM (pour les véhicules loués ou faisant l'objet d'un financement à l'achat), la taxe écologique sur les pneus neufs, la TPS et la TVQ. Tous les prix sont appliqués à partir du prix de détail suggéré par le constructeur (PDSG). Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Obtenez un taux d'intérêt annuel de 0 % pour le financement à l'achat de Ford Escape 2012 (à l'exception de la version à moteur 4 cyl. et à boîte manuelle) pour un terme maximal de 60 mois. Cette offre s'adresse à des particuliers admissibles uniquement, sur approbation du crédit par Credit Ford. Certains clients pourraient ne pas être admissibles au taux d'intérêt annuel le plus bas. Par exemple, pour un financement à l'achat de 30 000 \$ au taux d'intérêt annuel de 0 % pendant 60 mois, la mensualité exigible est de 500 \$, le coût d'emprunt est de 0 \$ ou le taux d'intérêt annuel est de 0 %, pour une somme totale remboursable de 30 000 \$. Un acompte sur les offres de financement à l'achat pourrait être exigé en fonction de l'approbation du crédit par Credit Ford. Les taxes sont exigibles sur le montant total du prix à l'achat. *Cotes de consommation de carburant estimatives pour l'Escape Hybride à traction avant équipé d'un moteur 2.5L. Les cotes de consommation de carburant sont établies selon des méthodes d'essai approuvées par Transports Canada. La consommation réelle peut varier en fonction des conditions routières, du chargement du véhicule et des habitudes de conduite. **À l'achat ou à la location de tout véhicule. Escape obtient un Ensemble sécurité d'hiver comprenant quatre (4) pneus d'hiver, quatre (4) jantes en acier (en alliage pour l'Escape) et un (1) système de surveillance de la pression des pneus. La transaction doit être effectuée au plus tard le 30 novembre 2011 pour bénéficier de cette offre. Cette offre ne s'applique qu'à des particuliers. Certaines conditions s'appliquent. Consultez votre concessionnaire pour connaître tous les détails. Le programme est en vigueur du 1^{er} octobre 2011 au 31 janvier 2012 (la « période du programme »). Pour se qualifier pour le programme, le client doit acheter un véhicule de l'année-modèle 2005 ou plus ancien qui est en état de fonctionner (capable de démarrer et de rouler et auquel aucune pièce ne manque), doit être immatriculé et assuré au cours des 3 derniers mois (les « critères »). Les clients admissibles obtiendront une remise de 1 000 \$ applicable à l'achat ou à la location d'un Escape (à l'exception de la version XLT 4 cyl. à boîte manuelle). Les taxes sont exigibles avant la déduction de la remise. Pour se qualifier: (i) le client doit, au moment de la vente du véhicule admissible, fournir au concessionnaire (a) une preuve suffisante qu'il satisfait aux critères, et (b) le formulaire signé autorisant le transfert de propriété du véhicule au recycleur autorisé; et (ii) le véhicule admissible doit être acheté, loué ou commandé à l'issue de la période du programme. Cette offre est réservée aux résidents du Canada et payable en dollars canadiens. Cette offre est transférable aux personnes domiciliées avec le propriétaire du véhicule recyclé. Cette offre peut être combinée avec la plupart des offres aux consommateurs faites par Ford au moment de la commande à l'issue ou de la livraison, mais non dans les deux cas. Cette offre ne s'applique pas aux véhicules bénéficiant de l'assistance-compétitivité des prix, de la réduction de prix aux gouvernements, des primes à la location quotidienne et du programme de primes aux parcs commerciaux. Offre d'une durée limitée. Consultez votre concessionnaire pour tous les détails ou appelez le Centre des relations avec la clientèle Ford au 1 800 565 3673. ©2011 Ford du Canada Limitée. Tous droits réservés.



La plus grande
marque d'affection^{MC}



Tous nos clients méritent un câlin

Accumulez vos points Câlin et échangez-les pour économiser sur vos achats. Obtenez **100 points Câlin en prime** en adhérant au nouveau programme de récompenses de Mondou. C'est gratuit. **Demandez votre carte en magasin.** Détails sur mondou.com.

SANTÉ

INSTITUT PHILIPPE-PINEL

La présidente du syndicat suspendue par la direction

VINCENT LAROUCHE

La sécurité à l'Institut Philippe-Pinel continue de susciter de vifs débats à l'interne. La présidente du syndicat des employés a été suspendue sans salaire pour deux jours, en raison de propos tenus dans la foulée d'un reportage de *La Presse* sur une prise d'otages dans l'établissement.

« C'est clair que je vais contester cette suspension », affirme la présidente, Karine Cabana.

Le mois dernier, *La Presse* levait le voile sur une dramatique prise d'otages survenue à l'Institut au printemps. Un délinquant sexuel multirécidiviste avait réussi à ligoter trois employés à la pointe d'une arme. Une infirmière, sur qui il fantasmait ouvertement depuis longtemps, avait été secourue par des collègues alors qu'il tentait de l'agresser. L'intervention avait tourné à la bagarre.

Parmi les nombreux employés qui s'étaient confiés dans le



Le printemps dernier, l'Institut Philippe-Pinel a été le théâtre d'une prise d'otages. Depuis, la situation est relativement tendue entre la direction et le bureau de direction du syndicat des employés.

cadre du reportage, Karine Cabana était une des seules à avoir parlé à visage découvert, à titre de présidente du syndicat.

« Autrefois, la politique sur les fouilles était beaucoup plus systématique. Personne n'entraît à l'Institut comme

patient ou visiteur sans une fouille assez complète, souvent jusqu'à la palpation », expliquait-elle. Elle avait ensuite

évoqué des lacunes dans la sécurité lors d'une entrevue à LCN avec le chroniqueur judiciaire Claude Poirier.

En réaction au reportage, le directeur général de l'Institut, Jocelyn Aubut, avait diffusé un communiqué interne réitérant l'importance primordiale qu'il accorde à la sécurité. De nombreux changements ont d'ailleurs été implantés pour réduire les risques après la prise d'otages.

Mais le syndicat semble toujours insatisfait. Karine Cabana avoue avoir écrit « De la poudre aux yeux » par-dessus le communiqué de la direction, qu'elle a affiché bien en vue.

Ses patrons n'ont pas apprécié sa façon de faire. « On m'a dit que j'avais manqué à mon devoir de loyauté », raconte-t-elle.

La direction de l'Institut n'était pas en mesure de commenter le dossier personnel d'une employée, hier, mais la chef des communications, Sylvie Audet, assure qu'il « est clair que la direction générale reconnaît le droit aux employés et à leurs représentants de s'exprimer dans la mesure où cela est fait dans le respect ». Si quelqu'un est suspendu, c'est qu'il y a des motifs sérieux, souligne-t-elle.

« Lorsque la direction se voit contrainte de prendre des mesures à l'égard d'un employé, celles-ci sont inévitablement liées à un geste ou une action répréhensible à l'Institut », souligne-t-elle.

CHAIRE DE RECHERCHE SUR L'HOMOPHOBIE À L'UQAM



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Une chaire de recherche sur l'homophobie verra le jour à l'UQAM, une première au Canada et dans le monde universitaire francophone. La chaire se penchera sur les conséquences de l'homophobie sur la santé mentale et physique de celles et ceux qui en sont victimes et sur l'exclusion sociale de minorités sexuelles, a précisé Line Chamberland, titulaire de la chaire (notre photo). Québec a investi 475 000 \$ dans la mise en place de cette chaire, créée dans le cadre du Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie 2011-2016. Ce plan, lancé en mai dernier, est doté d'un budget de 7 millions pour lutter contre la discrimination des minorités sexuelles. Le ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier, et le premier ministre Jean Charest étaient présents pour l'annonce.

- ANABELLE NICOU

CSSS JEANNE-MANCE

Bilan mitigé un an après les coupes de personnel

ARIANE LACOURSIÈRE

Des dizaines de personnes ont manifesté, hier midi, devant les sept centres d'hébergement pour aînés du centre de santé et de services sociaux (CSSS) Jeanne-Mance, pour dénoncer les coupes de personnel de la dernière année. Des usagers et leurs proches déplorent le fait que la qualité de vie du milieu a décliné. Un avis que ne partage pas la direction du CSSS.

Faisant face à un déficit de 7,5 millions en 2010, le CSSS Jeanne-Mance a dû redresser sa situation, notamment en faisant une restructuration de ses centres d'hébergement. Au centre d'hébergement Jean de la Lande, plusieurs postes ont été éliminés.

« À l'étage de ma femme, ils sont passés de 5 préposés

aux bénéficiaires pour 22 résidents à seulement 3. Les employés n'ont plus le temps de parler aux résidents et de les faire marcher », explique Claude Giroux. « Avant, les résidents étaient changés deux fois par jour. Maintenant, c'est une seule fois. Il manque tellement d'employés le soir que des gens sont couchés à 14h30 pour la nuit », ajoute le porte-parole de la CSN, Alain Hébert.

Âgée de 93 ans et incapable de marcher, la mère de Michel Bolduc habite au centre d'hébergement Jean de la Lande depuis trois ans. Président du comité des résidents, M. Bolduc dit être témoin des nombreux changements provoqués par les coupes. « L'été dernier, on a remplacé les bons biscuits de la collation de l'après-midi par des biscuits

secs. Et maintenant, les préposés ne sèchent les cheveux des résidents que s'ils ont le temps », déplore-t-il.

La porte-parole du CSSS Jeanne-Mance, Martine Dubois, explique que le rapport préposés-résidents était trop élevé au centre d'hébergement Jean de la Lande. « Il y avait un préposé pour quatre résidents alors que la moyenne est plutôt d'un préposé pour sept ou huit résidents. On a ramené les ressources à ce qui se fait de comparable ailleurs », dit-elle. M^{me} Dubois affirme que la direction consulte fréquemment les familles des résidents et que, jusqu'à maintenant, la grande majorité reste satisfaite des services donnés. « On continue de s'assurer de la qualité des soins », dit-elle.

Concessionnaires
BMW de Montréal

bmwmontreal.ca



Le plaisir
de conduire[®]



xDRIVE. PARFAIT POUR LES ROUTES DU QUÉBEC. ET MÊME PIRE.

Stabilité. Motricité. Le BMW X5 avec système de traction intégrale xDrive[®] réagit en un temps record à toute imperfection de la route, en modulant la répartition de la puissance entre les essieux selon ce qui se présente sous les roues. Vous procurant ainsi une traction et une agilité remarquables. Sans le moindre effort de votre part.

JUSQU'AU 30 NOVEMBRE.

Le BMW X5 xDrive 35i 2012

PRIX DE VENTE	MENSUALITÉS À LA LOCATION	TAUX À LA LOCATION
64 412 \$**	769 \$* 9 647 \$ MONTANT DÔ À LA LIVRAISON	3,9%* JUSQU'À 48 MOIS

ENTRETIEN RÉGULIER SANS FRAIS 4 ans ou 80 000 km¹

Montréal BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
bmwcanbec.com

Laval BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
bmwlaval.com

Rive-Sud Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415
parkavenuebmw.com

Rive-Sud BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
bmwsaintejulie.com

Blainville Hamel BMW
620, boul. de la Seigneurie Ouest
450.437.5050
hamelbmw.com

West Island BMW West Island
2000, aut. Transcanadienne Sud
514.683.2000
bmwwestisland.com

Modèle européen montré. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. **Offre à l'achat : le prix de vente est de 64 412 \$, ce qui inclut le PDSF (61 800 \$), le transport et l'inspection de prélivraison (1 995 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la taxe de gestion des pneus (12 \$), les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 459 \$) et le rabais BMW Canada. Taxes et immatriculation en sus. *Taux à la location offert par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base BMW X5 xDrive 35i 2012 en stock. *Offre à la location : 61 800 \$ sur 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 3,9 %, avec un acompte de 5 400 \$, pour des mensualités de 769 \$. Un montant de 9 647 \$ est exigé à la signature du contrat de location, qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalant à une mensualité, le transport et l'inspection de prélivraison, la taxe sur la climatisation, les frais d'administration du concessionnaire, la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA. Taxes et immatriculation en sus et payables à la signature. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 25 956 \$. L'obligation locative totale est de 44 871,04 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km; 0,25 \$ du kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Cette offre d'une durée limitée est sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 30 novembre 2011. ¹Les véhicules BMW 2012 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux périodes recommandées sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. © 2011 BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

ACTUALITÉS

GUIGNOLÉE
DES MÉDIAS 2011MISEZ SUR NOS JOURNALISTES
À L'ENCAN LA PRESSE

Le temps de la Grande Guignolée des médias est arrivé, une opération unique pour amasser des fonds et des denrées au profit de Jeunesse au Soleil, de la Société Saint-Vincent de Paul et de Moisson Montréal. À cette occasion, la rédaction de *La Presse* se prête au jeu de l'encan. Que vous soyez amateur de grande cuisine, de politique, ou de spectacles, faites votre choix et misez haut pour avoir la chance de vivre l'actualité comme jamais.



LOT 1

Mise de départ

50\$

SOUPEZ AVEC YVES BOISVERT

Vous désirez souper dans un restaurant branché avec le chroniqueur Yves Boisvert? La Grande Guignolée des médias vous offre la possibilité de discuter des grandes questions de l'actualité avec cet analyste réputé ou d'obtenir son avis sur des sujets qui vous préoccupent. Pour deux personnes.



LOT 2

Mise de départ

50\$

PARTEZ EN REPORTAGE AVEC NOTRE
PHOTOGRAPHE BERNARD BRAULT

Passez de l'autre côté de l'objectif en suivant le photographe Bernard Brault, maintes fois primé, dans le cadre d'un de ses reportages. Une expérience qui vous donnera un point de vue unique sur le photojournalisme en pleine action. Pour une personne.



LOT 3

Mise de départ

50\$

VISITEZ LES STUDIOS D'ET DIEU
CRÉA... LAFLAQUE, OBTENEZ UN DESSIN
ORIGINAL ET PARTAGEZ UN REPAS
AVEC SERGE CHAPLEAU

Visitez le studio où est réalisée l'émission *Et Dieu créa... Laflaque* en compagnie de son créateur, Serge Chapleau, et découvrez les secrets entourant l'animation du présentateur de nouvelles le plus irrévérencieux du Québec. Partagez ensuite un repas avec le célèbre caricaturiste de *La Presse* qui vous offrira un de ses dessins originaux. Pour deux personnes.



LOT 4

Mise de départ

50\$

ACCOMPAGNEZ ÉRIC CLÉMENT
À UN GALA DU 30^e FESTIVAL
JUSTE POUR RIRE EN JUILLET 2012

Vivez une soirée de gala Juste pour rire avec le journaliste culturel Éric Clément. Commencez la soirée avec un repas au restaurant de la tente Charlot VIP. Visitez ensuite les coulisses de la Place des Arts avant d'assister au gala et de rencontrer les artistes dans leur loge après le spectacle. Pour deux personnes.



LOT 5

Mise de départ

50\$

ASSISTEZ AU CONCERT DE L'OSM NOËL CONTÉ
PAR FRED PELLERIN AVEC ALAIN DE REPENTIGNY

Le 17 décembre prochain, assistez à la rencontre inédite du monde symphonique et de l'univers coloré du célèbre conteur de Saint-Élie-de-Caxton en compagnie d'Alain de Repentigny, journaliste culturel chevronné de *La Presse*. Rencontrez Fred Pellerin et Kent Nagano après le spectacle et recevez un cadeau-surprise de Fred Pellerin. Pour deux personnes.



LOT 6

Mise de départ

50\$

PASSEZ UNE JOURNÉE SUR LE TERRAIN AVEC PATRICK LAGACÉ

Partagez une journée sur le terrain avec Patrick Lagacé et expérimentez la fébrilité du métier de chroniqueur à *La Presse* en le suivant dans le cadre de l'un de ses reportages. Grands sujets de l'heure et dossiers chauds en perspective! Pour une personne.



LOT 7

Mise de départ

50\$

CRITIQUEZ UNE BONNE TABLE DE MONTRÉAL
AVEC MARIE-CLAUDE LORTIE

Offrez-vous une escapade culinaire gastronomique à l'une des meilleures tables de Montréal en compagnie de la journaliste Marie-Claude Lortie, critique culinaire de *La Presse*, et recevez un exemplaire dédié de son guide *Restos Montréal 2012*. En prime, obtenez la conserve de «Pigeonneau Chasseur» numérotée 001 sur 215 de la «Grande Conserve de la Guignolée» du Naked Lunch ainsi que le dessin original 8,5 po sur 11 po de l'étiquette créée par Plume Latraverse. Pour deux personnes.



LOT 8

Mise de départ

50\$

VISITEZ LA SALLE DE RÉDACTION EN COMPAGNIE
DE NOS TROIS DIRECTEURS DE L'INFORMATION

Découvrez toute l'intensité de la salle de rédaction de *La Presse* en compagnie de ses trois directeurs: **Mario Girard, Yann Pineau et Alexandre Pratt**. Participez, à titre de témoin privilégié, à la réunion de production en vue du numéro de demain. Découvrez du même coup les petits secrets de ce véritable sanctuaire de l'information. Pour une personne.



LOT 9

Mise de départ

50\$

PASSEZ DERRIÈRE LA CAMÉRA
AVEC L'ÉQUIPE DE LA PRESSE

Passez une journée dans les coulisses de la production photo et vidéo avec l'équipe du journalisme visuel de *La Presse*. Participez au tournage de capsules vidéo et accompagnez **Isabelle Audet et Tristan Péloquin** sur le terrain. En prime, recevez une de nos photos gagnantes du prix Antoine-Desilets, dédiée et encadrée.



LOT 10

Mise de départ

1000\$

GRAND SOUPER GASTRONOMIQUE AVEC
GEOFFREY MOLSON ET LA CHRONIQUEUSE
AFFAIRES SOPHIE COUSINEAU

La brasserie Molson Coors célèbre cette année son 225^e anniversaire. Venez lui porter un toast et discuter affaires, hockey et show-business en compagnie de Geoffrey Molson, président du conseil du Groupe CH, propriétaire du club de hockey Le Canadien de Montréal, du Centre Bell et d'evenko. Le tout dans le cadre d'un souper gastronomique animé par la chroniqueuse affaires Sophie Cousineau au restaurant Le Club Chasse et Pêche. Pour une personne durant la saison du Canadien.



LOT 11

Mise de départ

1000\$

ASSISTEZ EN GROUPE À UN MATCH
DU CANADIEN DANS UNE LOGE
DU CENTRE BELL

Assistez à un match du Canadien de Montréal dans une loge du Centre Bell en compagnie de cinq de vos amis, de trois journalistes de *La Presse* et du vice-président à l'information et éditeur adjoint, **Eric Trotter**. Profitez de l'occasion pour débattre des performances du Tricolore avec trois de nos experts, sélectionnés à partir d'une liste de dix noms que vous aurez soumise au préalable. Pour six personnes.

VENEZ MISER

JUSQU'AU 1^{er} DÉCEMBRE, 16h
www.lapresse.ca/jencans2011

EN BREF

C-10: le ministre
Fournier revient
à la charge

Le ministre québécois de la Justice rencontrera finalement son homologue fédéral Rob Nicholson à Ottawa aujourd'hui. Jean-Marc Fournier cherchait à obtenir une telle rencontre depuis plusieurs semaines. Les deux hommes devraient discuter de leurs divergences d'opinions sur le projet de loi omnibus C-10, qui vise à durcir la justice

criminelle. Le gouvernement Charest s'oppose vigoureusement à l'approche jugée trop sévère d'Ottawa, notamment en ce qui a trait aux jeunes contrevenants. La semaine dernière, Jean-Marc Fournier était allé jusqu'à proposer une série d'amendements susceptibles de rendre les changements plus conformes à l'approche québécoise, plus axée sur la réhabilitation. Les partis fédéraux de l'opposition ont repris ces propositions d'amendement à leur compte. Ils en débattent en comité aujourd'hui et demain. — *La Presse canadienne*



« J'ai le cancer.

À la Fondation, je fais de l'exercice.
Ça me donne de l'énergie. »

Info
cancer
1 800 363-0063
Infocancer@fqc.qc.ca



Fondation
québécoise
du cancer

Du soutien au quotidien

Des milieux de
vie et des services
pour mieux faire
face au cancer.

Découvrez comment
vous pouvez en profiter
près de chez vous
ou nous aider.
www.fqc.qc.ca



fqcancer

Fraudes en hausse
à l'assurance emploi

Ottawa estime ses pertes à 137 millions, l'an dernier

EXCLUSIF



MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Les réclamations frauduleuses d'assurance emploi ont coûté près de 137 millions au gouvernement fédéral l'an dernier, selon des documents rendus publics plus tôt ce mois-ci. C'est la deuxième

dernière année. Et il s'attend à récupérer la quasi-totalité de ses pertes dans les prochaines années.

Comment le ministère des Ressources humaines et Développement des compétences explique-t-il l'augmentation des fraudes au cours des deux dernières années? Difficile de le savoir. Notre demande d'entrevue a été refusée.

« Ce sujet est important aux yeux du Ministère, a-t-on écrit à *La Presse* dans un courriel. Étant donné que le volume des demandes

Selon elle, les complications seraient moins nombreuses si les demandeurs d'assurance emploi étaient mieux guidés lorsqu'ils s'adressent au gouvernement.

Elle estime que si Ottawa embauchait davantage de personnel pour guider les demandeurs, faire le suivi des demandes afin de déceler les anomalies et enquêter sur les fraudes possibles, les sommes perdues seraient moindres.

« Étant donné toutes les coupes dans le programme d'assurance emploi, cela fait réfléchir, dit la députée Crowder. Est-ce que les gens obtiennent toutes les informations dont ils ont besoin sur la manière de remplir leurs requêtes? »

Le NPD a récemment dénoncé les longs délais dans le traitement des demandes. Le parti a démontré qu'en septembre, près du quart des personnes qui ont appelé pour s'enquérir du programme ont rattrapé avant d'obtenir la communication avec un préposé à cause de l'attente trop longue.

Le NPD estime qu'une bonne part des réclamations jugées frauduleuses découlent d'erreurs de bonne foi et que les demandeurs d'assurance emploi devraient être mieux guidés lorsqu'ils s'adressent au gouvernement.

hausse en autant d'années, souligne l'opposition, qui estime qu'une meilleure organisation du ministère des Ressources humaines pourrait atténuer le problème.

Le rapport 2011 des comptes publics du Canada, qui détaille les revenus et les dépenses du gouvernement fédéral dans la dernière année, fait état de 115 821 réclamations frauduleuses au ministère responsable du programme d'assurance emploi. La facture: 136,7 millions.

Les fraudes dans ce programme fédéral ont atteint des sommets, en 2007 et en 2008, de 152,6 millions et 146,7 millions. Après un repli, c'est la deuxième fois en autant d'années que les pertes augmentent (voir tableau).

Le gouvernement a déjà récupéré 26 millions des sommes perdues au cours de la

de prestations d'assurance emploi fluctue d'année en année en fonction des conditions du marché du travail, l'ampleur des fraudes peut, par conséquent, varier.»

« Erreurs de bonne foi »

Selon le Nouveau Parti démocratique, le phénomène n'est peut-être pas fortuit. La députée Jean Crowder, membre du comité parlementaire chargé d'étudier les questions de ressources humaines, estime qu'une bonne part des réclamations jugées frauduleuses découlent d'erreurs de bonne foi.

« Une part de ces déclarations frauduleuses sont effectivement des fraudes, résume-t-elle. Mais une part découle également d'erreurs ou de demandeurs qui ne comprennent pas très bien comment procéder. »

LE COÛT DES
FRAUDES À
L'ASSURANCE
EMPLOI

> 2010-2011 - 136,7 millions
> 2009-2010 - 119,1 millions
> 2008-2009 - 116,1 millions
> 2007-2008 - 146,7 millions
> 2006-2007 - 152,6 millions
> 2005-2006 - 127,7 millions
> 2004-2005 - 68,5 millions
> 2003-2004 - 106,4 millions
> 2002-2003 - 133,4 millions
> 2001-2002 - 105,7 millions

Source: Comptes publics du Canada

Une autre démission au PQ

Au tour du président de l'association péquiste de Vanier d'abandonner le parti



DENIS LESSARD
DU BUREAU
DE QUÉBEC

Il hésitait depuis des mois, mais c'est fait. Le président de l'association péquiste de Vanier, Claude Beauchamp, a décidé de claquer la porte, déçu par les engagements non tenus de la chef du parti.

Ancien chef de cabinet du ministre Rosaire Bertrand, M. Beauchamp a piloté, en juin, une résolution fort critique quant à la performance de

a-t-il résumé, hier, en entrevue à *La Presse*.

« Quand on n'est pas convaincu, on ne peut pas être convaincant. Je pars parce que je trouve que le caucus fait souvent preuve d'immaturation, et cela ne semble pas vouloir se calmer. M^{me} Marois a beaucoup de compétences, mais le message ne passe pas. Pour la pérennité de l'option et du parti, elle doit prendre la décision qui s'impose... et partir », estime M. Beauchamp, qui a été porte-parole du ministre David Cliche sous Lucien Bouchard.

Le militant Beauchamp ne voit pas en Gilles Duceppe la solution aux déboires du Parti québécois. Un autre chef doit être trouvé. « Un débat doit s'enclencher et un nouveau leadership doit arriver au PQ », souligne-t-il.

« Je pars parce que je trouve que le caucus fait souvent preuve d'immaturation, et cela ne semble pas vouloir se calmer. » — Claude Beauchamp

M^{me} Marois dans le dossier du projet de loi 204 sur l'amphithéâtre de Québec.

« On nous avait dit qu'il y avait un plan d'action mis en place pour ramener la confiance des membres. J'ai fait confiance à cela, mais six mois plus tard, je vois ce qui se passe, le grenouillage... Force est d'admettre que le plan n'atteint pas ses objectifs »,

Cette démission s'ajoute à plusieurs autres; Philippe Leclerc a quitté la présidence de Mercier en octobre, Alexis Lebrun-Gagné, celle d'Hoche-laga-Maisonnette, Atim Léon a quitté la présidence régionale de Montréal-Centre, Miguel Tremblay a quitté Laurier-Dorion, François Lemay, celle de Saint-Henri-Sainte-Anne, Patrick Voyer, celle de



Le député Nicolas Girard et le président du PQ, Raymond Archambault, ont présenté hier les cinq publicités qui seront diffusées cette semaine dans certains journaux gratuits du Québec.

CAMPAGNE PUBLICITAIRE DU PQ

Pauline Marois presque absente

DAPHNÉ CAMERON

Pauline Marois ne vole pas la vedette dans la nouvelle campagne publicitaire du Parti québécois, dévoilée hier matin quelques heures après la publication d'un sondage la plaçant troisième dans les intentions de vote.

Le député Nicolas Girard et le président du PQ, Raymond Archambault, ont présenté hier les cinq publicités qui seront diffusées cette semaine dans certains journaux gratuits du Québec. Le volet télévisuel sera diffusé la semaine prochaine.

« Il y a une chef, une chef courageuse, une chef patiente, une chef qui a énormément de qualités, mais on voulait présenter les idées du PQ et l'équipe du PQ. »

— Nicolas Girard, député

La campagne adopte le thème « cinq idées pour changer le Québec ». La chef Pauline Marois est mise de l'avant dans une seule des

publicités, celle sur la souveraineté. Les députés Bernard Drainville, Nicolas Girard, Véronique Hivon et Martine Ouellet sont en vedette dans les quatre autres, qui portent sur le contrôle des ressources naturelles, la qualité de vie des Québécois, les services aux familles et aux aînés et le financement des partis politiques.

En conférence de presse, MM. Girard et Archambault ont défendu le fait que M^{me} Marois ne soit pas mise en évidence dans quatre des cinq publicités.

« M^{me} Marois, vous la voyez souvent dans les médias, c'est elle qui défend le Parti québécois, c'est elle qui défend les militants. Mais on voulait aussi présenter l'équipe parce qu'il y a une chef, une chef courageuse, une chef patiente, une chef qui a énormément de qualités, mais on voulait présenter les idées du PQ et l'équipe du PQ. »

« Le parti de François Legault est le parti d'un seul homme. Nous, au Parti québécois, on a une équipe, on a le meilleur programme et on a la meilleure chef », a ajouté M. Girard, qui a cependant nié que la campagne a été adoptée en réaction à la création de la Coalition avenir Québec, la semaine dernière.

Charlesbourg, et Marjolaine Lachapelle, la direction de Nicolet-Yamaska. En juin toujours, dans la foulée du dépôt du projet de loi 204, cinq députés ont claqué la porte du PQ pour siéger à titre d'indépendants.

« Ça ne marche pas! »

Au même moment, le vice-président de l'association péquiste de Bellechasse, André Gagnon, se dit désormais « en réflexion » en attendant les prochains sondages. Une enquête Léger Marketing pour *Le Devoir* et *The Gazette* publiée hier montre le PQ et le Parti libéral presque à égalité, avec 21 % et 22 % d'après, loin derrière la Coalition avenir Québec avec 35 %.

« Si les sondages ne se redressent pas... laisse tomber M. Gagnon. Je n'ai rien contre M^{me} Marois, elle a ses compétences, mais on travaille comme des forcenés pour recruter des membres et du financement et on tourne en rond. »

Il s'offusque devant le lancement de la campagne de publicité annoncé hier, à Montréal. « On n'a presque plus d'argent dans la circonscription, et cela irait pour cela? Mettez-vous à notre place. Je reste péquiste, je n'ai pas démissionné encore... mais ça ne marche pas! C'est simple! Tout le monde se questionne. Je ne connais pas un seul comité exécutif au Québec qui ne se questionne pas. On verra le résultat de l'élection partielle [dans Bonaventure, le 5 décembre], je me donne d'ici la fin de l'année », dit M. Gagnon.



PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

La chef Pauline Marois doit essuyer un autre départ, nombreux cette année.

Il reconnaît l'expérience de M^{me} Marois. « Elle a connu cinq ou six ministères. Ce qu'elle n'a pas, c'est le leadership de Duceppe. Cela me plairait d'avoir les deux ensemble! », résume-t-il.

Duceppe au banquet annuel

Gilles Duceppe a repoussé trois fois les appels pressants de Pauline Marois à venir l'aider à l'Assemblée nationale. Il y a une invitation qu'il a acceptée, toutefois. L'ancien chef du Bloc et sa femme Yolande se sont rendus à l'Île-Bizard, samedi soir, pour participer au banquet annuel que donnent Pauline Marois et son conjoint, Claude Blanchet.

Au-delà des huitres, le geste vient encore une fois éteindre les ardeurs de bien des

péquistes qui voient Gilles Duceppe à la place de la chef. Déjà, la lettre d'appui à M^{me} Marois de l'ancien chef bloquiste avait surpris bien de ses partisans, la semaine dernière. Une vingtaine de députés ont participé à la soirée — la moitié du caucus environ. Bernard Drainville est passé rapidement.

Plus de 150 personnes se trouvaient dans l'immense atrium de la résidence de M^{me} Marois, surnommée Moulinsart pour sa ressemblance avec le château du capitaine Haddock. La chef a pris la parole, mais n'a pas dit qu'il s'agissait probablement du dernier rendez-vous annuel à l'Île-Bizard — la maison, mise sur le marché il y a plus de deux ans, est sur le point d'être vendue, a-t-on appris.

Mardi 22 novembre

Aubaine du jour

700 \$ de rabais
Batterie de cuisine
10 pièces TruClad
de ZWILLING J.A.
HENCKELS

Construction 3 épaisseurs.
Acier inoxydable avec noyau en
aluminium pour une diffusion
rapide et uniforme de la chaleur.

299⁹⁹

Ord. 999,99 \$
Limite de 3 par client.



RABAIS DE
55%

sur d'autres
batteries de cuisine.

Rabais de 30 %
sur des ustensiles de
cuisson vendus à l'unité.
Exceptions : All-Clad et WMF.



Rôtissoire incluse en prime,
une valeur de 239,99 \$. Une
valeur totale de 1 239,98 \$.

© Magasinez en ligne.

Vous aimerez connaître à l'avance nos Aubaines du jour!
Inscrivez-vous à labaie.com pour recevoir notre infolettre!
Aucun bon d'achat différé ni redressement de prix pour les achats antérieurs.
Cette offre est valide jusqu'à épuisement des stocks et ne peut être combinée
avec aucune autre. Le choix varie selon le magasin. Les rabais s'appliquent à nos
prix ordinaires, à moins d'indication contraire. Précisions en magasin.

la **baie**
labaie.com

LE TOUR DU GLOBE

ROYAUME-UNI

Écoutes : parole aux victimes

La commission d'enquête sur le scandale des écoutes au Royaume-Uni a entamé, à Londres, l'audition des victimes avec le témoignage émouvant des parents d'une adolescente assassinée, puis celui de l'acteur Hugh Grant, grand pourfendeur des dérives des médias. Ce dernier a aussi montré du doigt d'autres publications que celles du groupe Murdoch. — AFP



PHOTO ANDREW WINNING, REUTERS
Hugh Grant

BELGIQUE

La crise politique s'aggrave

L'interminable crise politique belge s'est de nouveau aggravée avec l'annonce de la démission du premier ministre pressenti, le socialiste Elio Di Rupo, en raison du blocage des négociations en vue de former un gouvernement, chose impossible depuis 526 jours. Le roi Albert II a pris acte de la décision de M. Di Rupo, mais a mis sa démission « en suspens ». — AFP

MAROC

Les islamistes favoris

Les Marocains se rendent vendredi aux urnes pour élire un nouveau Parlement, un scrutin test après des mois de revendications sociopolitiques et dont les islamistes du Parti justice et développement (PJD) espèrent sortir vainqueurs. Ces élections vont permettre aux forces politiques d'enfin mesurer réellement leur poids. — AFP

LE CHIFFRE DU JOUR

3

Trois femmes ont été condamnées à une amende de près de 200 \$ chacune par le tribunal de police de Nantes, dans l'ouest de la France, pour dissimulation de leur visage sur la voie publique au moyen d'un voile intégral (niqab). Selon une loi entrée en vigueur en France en avril, dissimuler son visage dans l'espace public est passible d'une amende. — AFP

Un « kamikaze » contre Poutine

Il a été un voyou de ruelle en Ukraine, clochard et valet de milliardaire à New York, auteur en vogue à Paris, puis chef d'un parti néo-stalinien en Russie. Maintenant, l'écrivain et politicien controversé Édouard Limonov aspire à devenir président de la Fédération russe. Vaincre Poutine? Une mission qui semble impossible, explique notre journaliste basé à Moscou.



FREDÉRICK LAVOIE
COLLABORATION SPÉCIALE
MOSCOU

« Vous avez devant vous un kamikaze. » Édouard Limonov a le sens inné de la formule. Mais il a aussi l'habitude de joindre la parole aux actes.

Le héros du best-seller *Limonov* — qui a valu à son auteur

« C'est une "guerre" entre l'État de Poutine et nous, l'opposition et les citoyens de Russie. Et il faut que quelqu'un commande les troupes », a-t-il justifié, hier midi, devant une poignée de journalistes réunis dans le minuscule Centre de presse indépendant de Moscou.

Rien à voir avec les 11 000 délégués de Russie unie, parti au pouvoir, qui ont acclamé à la fin du mois de septembre l'annonce de la candidature du premier ministre actuel et ex-président (2000-2008) Vladimir Poutine, dont la victoire le 4 mars fait peu de doute.

détenteur d'une deuxième citoyenneté, il entend renoncer à son passeport français, obtenu en 1987, lorsqu'il était écrivain sans-papier en exil à Paris.

Au cours des dernières années, Limonov, qui se décrit lui-même comme un « extrémiste », s'est allié aux franges les plus libérales de l'opposition russe. Mais devant les tergiversations des autres leaders qui cherchaient à présenter un candidat unique, il a décidé de faire cavalier seul.

« Ce qui est important, c'est d'être connu et acceptable pour plusieurs groupes dans la société. Puisque que je suis considéré comme l'un des plus grands écrivains russes, que je participe aux mouvements d'opposition depuis 17 ans [...], je crois avoir le droit moral de me présenter », a souligné l'intellectuel révolutionnaire de 68 ans, toujours reconnaissable à ses grosses lunettes, sa barbichette, ses cheveux gris en brosse et son veston de dandy.

L'écrivain radical, fondateur du Parti national-bolchévique



PHOTO KIRILL KUDRYAVTSEV, AGENCE FRANCE-PRESSE
Édouard Limonov, hier, lors de l'annonce de sa candidature à la présidence russe devant une poignée de journalistes réunis à Moscou.

(interdit en 2007 pour « extrémisme »), n'est appuyé par aucun parti enregistré. Il devra par conséquent rassembler deux millions de signatures au cours des prochaines semaines pour officialiser sa candidature.

Même s'il y arrive, la partie ne sera pas gagnée pour autant : en 2008, la commission électorale — très proche du pouvoir — a rejeté le dossier de Mikhaïl Kassianov, premier ministre de 2000 à 2004 devenu opposant,

en raison d'un nombre soi-disant trop élevé de fausses signatures.

Malgré tout, Limonov refuse d'abandonner la lutte dès le départ. « Je veux aller à ce duel pour donner le plus de coups [au régime Poutine] et faire le plus de pas en avant possible. Agir à titre de détonateur de la grogne serait un grand honneur », explique celui qui a toujours rêvé d'être un jour le leader d'une révolution populaire.

« C'est une "guerre" entre l'État de Poutine et nous, l'opposition et les citoyens de Russie. Et il faut que quelqu'un commande les troupes. » — Édouard Limonov

français, Emmanuel Carrère, le prix Renaudot — a annoncé hier son intention de se « sacrifier » au nom du peuple en se présentant à une présidentielle qu'il sait perdue d'avance.

Mais Limonov n'est pas du genre à se laisser démonter par une perspective de défaite assurée. Et il fait rarement les choses à moitié. La législation russe interdisant à un candidat d'être

La France indignée par le meurtre d'une adolescente



MARC THIBODEAU
PARIS

La classe politique française a multiplié, hier, les promesses de réforme judiciaire en réaction à l'indignation populaire soulevée par le meurtre sordide d'une jeune collégienne. Tant le gouvernement de droite que les élus de gauche, soucieux de ne pas paraître en reste sur les questions de sécurité, sont intervenus publiquement pour commenter la mort d'Agnès Marin, 13 ans.

La dépouille de l'adolescente, portée disparue au milieu de la semaine dernière, a été retrouvée vendredi à

proximité du collège Cévenol de Chambon-sur-Lignon, en Haute-Loire, où elle étudiait depuis le début de l'année.

Selon les enquêteurs, la jeune femme, originaire de Paris, a été violée et tuée par un adolescent de 17 ans qui a brûlé le corps pour tenter de faire disparaître les traces de son crime.

Le garçon, dont l'identité n'a pas été dévoilée, avait déjà été mis en examen pour une autre affaire de viol qui était toujours en attente de jugement. Il avait été autorisé en 2010 à intégrer un établissement scolaire classique à l'issue d'une évaluation approfondie.

Le directeur du collège a indiqué, samedi, qu'il ignorait la nature des délits antérieurs de l'adolescent, soumis à un contrôle judiciaire régulier ainsi qu'à un suivi thérapeutique. Le procureur de Clermont-Ferrand

a assuré pour sa part que l'école l'avait accepté « en toute connaissance de cause ».

La classe politique s'en mêle

Plusieurs ministres sont intervenus hier dans les médias pour affirmer leur indignation devant le meurtre tout en se défendant de toute tentative « d'instrumentalisation » politique.

« La prévention de la récidive doit être une priorité absolue de tous les services de l'État » — François Fillon

Le premier ministre François Fillon, qui a convoqué une réunion en après-midi avec plusieurs hauts responsables du gouvernement pour faire le point, a déclaré que la « prévention de la récidive doit être une

priorité absolue de tous les services de l'État ».

Le ministre de la Justice, Michel Mercier, a annoncé que certaines mesures seraient incluses dans une nouvelle loi à venir pour mieux évaluer la dangerosité des délinquants.

Le porte-parole du Parti socialiste, Benoît Hamon, a jugé « nauséabonde » la manière dont

la droite réagissait à ce fait divers tragique. Ses critiques n'ont pas empêché plusieurs membres de sa formation d'y aller de leurs propres suggestions, hier.

Le directeur de campagne de François Hollande, Pierre Moscovici, a entre autres

relevé qu'il y aurait des dispositions « extrêmement précises » dans le programme du candidat socialiste relativement au risque de récidive.

Marche symbolique

La frénésie qui s'est emparée de la classe politique reflète l'ampleur de la colère soulevée par la mort de la jeune femme.

Samedi, des milliers de personnes ont participé à une marche symbolique. À Paris, plusieurs amis de l'adolescente ont laissé des fleurs et des messages devant la résidence familiale. Des milliers de personnes ont commenté sa mort sur Twitter ou Facebook, où plusieurs groupes se sont formés pour lui rendre hommage. L'un d'eux comptait hier plus de 15 000 membres. Plusieurs intervenants y ont réclamé une peine sévère pour l'accusé, voire la peine de mort.

Les parents de la victime, bien qu'accablés par le meurtre de leur fille, ont déclaré hier qu'ils ne demandaient « pas la vengeance ». Ils ont plutôt adressé leurs critiques à l'établissement scolaire en relevant que leur enfant aurait pu être sauvée « avec un tout petit peu moins de négligence ».

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

LA PRESSE



RADIO | TÉLÉVISION | INTERNET

ENCORE PLUS
QUE DU TALENT,
DE L'INTELLIGENCE,
MÊME DU GÉNIE,
L'EXCELLENCE
NAÎT DE L'EFFORT

Retrouvez la personnalité de la semaine et aussi celles des semaines précédentes sur lapresse.ca/personnalite

Partenaires de l'excellence

AIR CANADA

RioTintoAlcan

Financière Manuvie

Pour votre avenir™



PHOTOS REUTERS / THE NEW YORK TIMES

Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre se sont poursuivis, hier, sur la place Tahrir au Caire (ci-dessus). Depuis samedi, 26 personnes ont péri dans plusieurs villes du pays.

Tahrir « broblem »



RIMA ELKOURI
ENVOYÉE SPÉCIALE
LE CAIRE, ÉGYPTÉ

J'ai atterri au Caire en fin d'après-midi hier. Un brouillard recouvrait la ville. Une certaine tension dans l'air. Des traits tirés. Des mines inquiètes.

Le chauffeur de taxi a fait la moue quand je lui ai dit vouloir me rendre à la place Tahrir. « Tahrir broblem », a-t-il dit. Broblem. Le « p » n'existe pas en arabe. Mais la Peur avec un grand P, oui. Si j'étais arrivée la veille, aucun chauffeur n'aurait accepté de m'emmener à Tahrir, me dit-on. Trop dangereux.

Sur la route où tous klaxonnent à qui mieux mieux comme pour rappeler qu'ils existent, des panneaux géants vantent les vertus des candidats aux premières élections législatives post-Moubarak. En principe, elles doivent commencer le 28 novembre. Je dis « en principe », car depuis samedi, l'incertitude règne. La campagne électorale a été éclipsée par les manifestations qui

embrasent le pays. Des affrontements entre les forces de l'ordre et des manifestants réclamant la fin du pouvoir militaire auraient fait au moins 35 morts et plus de 1800 blessés. Sur la place Tahrir et dans les rues avoisinantes, police et manifestants jouent au chat et à la souris. Il s'agit des pires violences depuis la chute d'Hosni Moubarak, le 11 février.

Ma chambre d'hôtel offre une vue sur la place Tahrir. Une place que j'avais déjà foulée, il y a près de 20 ans. J'avais

J'ai entendu les sirènes des ambulances hurler. Et j'ai surtout vu la foule grossir et grossir encore au fil des heures, comme pour dire très clairement au Conseil suprême des forces armées que, gaz lacrymogène ou pas, coups de feu ou pas, elle n'abandonnera pas.

Au début du soulèvement égyptien, l'armée avait été l'alliée du peuple. Elle avait refusé de tirer sur les Égyptiens. Mais la lune de miel semble maintenant terminée. Aujourd'hui,

mascarade permettant de maintenir le régime en place.

« Si vous voulez vraiment aller sur la place Tahrir, apportez de quoi vous protéger le visage », m'a dit le jeune préposé à la réception de l'hôtel. Il a fait mine de cacher son nez avec un masque, comme se sont habitués à le faire les manifestants.

« Tu n'y vas absolument pas ! », m'a ordonné un ami cairote. Comme bien des Égyptiens, il est très inquiet. Il espère que le scrutin sera reporté. Il ne voit pas d'un bon œil des élections qui offriront sans doute une majorité à des islamistes dont l'avantage premier est d'être bien organisés.

« Il y a beaucoup d'incertitude. On ne sait pas ce qui va se passer », m'a dit Nadia, grand-maman cairote déboussolée par le tumulte. La vie ordinaire au centre-ville du Caire est paralysée depuis deux jours, raconte-t-elle. « Mon fils travaille place Tahrir. Voilà deux jours que son bureau est fermé. » Les écoles y sont aussi fermées. « Les élèves ont peur, les parents d'élèves ont peur. »

Les gens habitant dans les rues adjacentes à la place assistent impuissants à des affrontements entre la police et les manifestants. Ceux qui le peuvent quittent le centre-ville pour se réfugier dans des quartiers plus calmes. « Mais il faut garder espoir, dit Nadia. Il le faut. »

De mon balcon, j'ai vu la foule grossir et grossir encore au fil des heures, comme pour dire très clairement au Conseil suprême des forces armées que, gaz lacrymogène ou pas, coups de feu ou pas, elle n'abandonnera pas.

passé quatre mois en Égypte dans le cadre d'un programme de coopération internationale. J'avais été séduite par Le Caire. Je m'étais promis d'y revenir un jour. Mais jamais je n'avais imaginé le faire dans ces conditions.

Une vue sur la place Tahrir, aujourd'hui, c'est une vue sur des lendemains de révolution amers. De mon balcon, j'ai vu le soleil se coucher sur la ville en délire. J'ai entendu la voix du muezzin s'élever.

on reproche au Conseil suprême des forces armées, qui contrôle à la fois la présidence et le Parlement, de ne pas déléguer rapidement le pouvoir à un gouvernement civil. Voilà qui nourrit la frustration de tous ceux qui ne veulent rien savoir de remplacer un régime répressif par un autre. Tous ceux qui ne veulent pas que ces premières élections « libres » après 60 ans de dictature ne soient rien d'autre qu'une

Le gouvernement égyptien démissionne, l'armée convoque une réunion d'urgence

AGENCE FRANCE-PRESSE

LE CAIRE — Le Conseil suprême des forces armées (CSFA), au pouvoir en Égypte depuis la chute d'Hosni Moubarak, a appelé hier soir les forces politiques à une réunion d'urgence.

Le CSFA « appelle en urgence toutes les forces politiques et nationales à un dialogue pour examiner les causes qui ont aggravé la crise actuelle et les moyens d'en sortir le plus rapidement possible afin de préserver la paix nationale », selon le communiqué.

Après trois jours d'affrontements meurtriers entre forces de l'ordre et

manifestants, le gouvernement du premier ministre Essam Charaf a présenté sa démission, hier, « au vu des circonstances difficiles que traverse actuellement le pays ». Les militaires ont cependant laissé planer le doute quant à leur intention d'accepter ou non cette démission.

Depuis samedi, 26 personnes ont péri dans des heurts dans plusieurs villes du pays. Les manifestants accusent les militaires de vouloir perpétuer le système répressif de l'ancien régime Moubarak.

Ces violences interviennent à une semaine du début des élections législatives, prévues le 28 novembre et qui doivent s'étaler sur plusieurs mois.

PROGRAMME ÉDUCATIF



Enseignants et parents d'élèves du secondaire, chaque mardi, La Presse publie une activité pédagogique à faire en classe ou à la maison.

Cette semaine :

FAITES-LEUR « SLAMMER » L'ACTUALITÉ!

Français : lire des textes variés; écrire des textes variés; communiquer oralement de façon appropriée

Éthique : Organiser sa pensée; interagir avec les autres : élaborer un point de vue étayé

En individuel

- 1 Faites choisir à chaque élève un sujet d'actualité qui le touche : le Plan Nord, les gaz de schistes, la crise financière, la corruption dans la construction, la famine en Somalie, Julian Assange et Wikileaks, Omar Khadr, etc.
- 2 Chaque élève doit se documenter sur le sujet choisi pendant un mois, de manière à bien le connaître et à étayer son opinion personnelle.
- 3 Guidez chacun ensuite dans l'écriture d'un slam sur le sujet, qui démontre sa vision de cette question, dénonce et renverse la situation.

Pour aller plus loin

- Organisez une soirée de slam-poésie à l'école, au cours de laquelle vos élèves slammeurs viennent déclamer sur la scène à tour de rôle.
- Invitez les élèves à s'engager dans une action sociale en lien avec le sujet d'actualité exploré.

Cette activité pédagogique a été conçue par Marie Clark, rédactrice professionnelle, écrivaine et pédagogue.

Pour communiquer avec nous : programmedesjardins@lapresse.ca

TL 2012	Était 579\$ / mois	539\$ PAR MOIS	0\$ COMPTANT	25 MOIS DE LOCATION	0,25% TAUX DE LOCATION 25 MOIS
---------	--------------------	-----------------------	---------------------	----------------------------	---------------------------------------

41 485\$** Transport, préparation et taxe sur climatiseur inclus.

+ 25 MOIS D'ENTRETIEN SANS FRAIS

INCLUANT DE SÉRIE :

Moteur V6 VTEC™ de 3,5 litres, 280 chevaux | Boîte automatique à 6 vitesses avec sélecteur de vitesses sur le volant et contrôle logique de l'inclinaison | Toit ouvrant vitré électrique avec dispositif d'inclinaison et fonction d'ouverture/fermeture automatique | Roues en alliage de 17 pouces | Sièges en cuir chauffants | Chaîne sonore de 276 watts, à 8 haut-parleurs, changeur de 6 disques, compatibilité MP3/WMA/XM™ | Dolby™ Pro Logic™ avec caisson d'infragraves | Interface mains libres HandsFreeLink™ Bluetooth™ avec affichage d'annuaire téléphonique | Phares antibrouillards | Et bien plus...

2500, boul. Chomedey, Laval
450 682-4050
f ACURALAVAL.COM

* Taxes en sus. Photo à titre indicatif seulement. Détails chez Acura de Laval. ** Taxes en sus.

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Se fait-on avoir?



ANDRÉ PRATTE
 apratte@lapresse.ca

Dans une entrevue accordée au *Devoir*, l'ancien premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, critique durement le Plan Nord lancé par le gouvernement Charest. Selon lui, les libéraux sont beaucoup trop généreux à l'endroit de l'industrie minière, notamment en payant l'essentiel des infrastructures (routes, ports, barrages) dont cette industrie aura besoin dans le Nord. « On est sur le point de se faire avoir », selon M. Parizeau.

L'histoire nous enseigne qu'un jour ou l'autre, les prix des métaux vont baisser, voire chuter brutalement.

L'ex-chef du PQ n'est pas le seul à le penser. Des écologistes, Richard Desjardins, l'expert en stratégie d'affaires Yvan Allaire et le chef de la Coalition Avenir Québec (CAQ), François Legault, estiment tous que l'État québécois devrait exiger une part beaucoup plus importante des bénéfices générés par les mines, notamment en prenant des participations dans les projets. Suggestion de M. Parizeau: le gouvernement devrait exiger une part de l'actionariat des entreprises à la hauteur de ce qu'il dépensera pour permettre à chaque projet d'aller de l'avant. Proposition de la CAQ: Québec devrait créer un fonds de 5 milliards,

financé en partie par la Caisse de dépôt, pour prendre des participations dans les projets d'exploitation de nos ressources.

Le Québec se fait-il avoir? À moins d'être convaincu à l'avance, il n'est pas facile de répondre à cette question. La comparaison de la fiscalité minière d'une province et d'un pays à l'autre est extrêmement complexe. On sait qu'en raison du boom minier des dernières années et des importantes modifications apportées l'an dernier par le gouvernement au régime de droits miniers, le montant des redevances versé à Québec a décuplé depuis 10 ans. Pourrait-on obtenir davantage? « Nous sommes en position de force », souligne M. Parizeau. « Parmi les quatre principales provinces productrices, nous nous classons au premier rang pour l'importance des prélèvements faits auprès des entreprises minières », réplique le ministre des Finances, Raymond Bachand.

M. Bachand est loin d'être fermé à l'idée que le gouvernement devienne actionnaire de projets miniers; son dernier budget a justement mis 500 millions à la disposition d'Investissement Québec à cette fin. Faut-il faire plus, plus vite? Alors que les prix des métaux sont très élevés, la tentation est forte. Toutefois, l'histoire nous enseigne qu'un jour ou l'autre, ces prix vont baisser, voire chuter brutalement. Les contribuables sont-ils prêts à accepter que des milliards d'argent public soient ainsi risqués?

Dans ce débat aussi complexe que crucial, tout le monde gagnerait à disposer d'une analyse plus complète, plus objective et plus pédagogique que les documents qui circulent aujourd'hui. Le gouvernement devrait confier à un groupe d'experts indépendants la tâche de produire une telle analyse. Mieux une population est informée, moins elle court le risque de se faire avoir.

La rue, la nuit



MARIO ROY
 mroy@lapresse.ca

Personne ne leur avait promis un jardin de roses. Pourtant, au début, lorsqu'ils ont planté leurs tentes, les indignés ont sans doute cru que la noblesse de leur geste aurait éternellement raison des problèmes plus ou moins sordides qui font le quotidien de la rue.

Car c'est un univers très dur, la rue, la nuit.

Ce n'est pas le « système » qui a eu raison des indignés, c'est la rue.

Aux États-Unis, des crimes graves ont été commis dans les camps des indignés. À Vancouver et Toronto, on a dû soigner des surdoses de drogue et il y a eu un décès. À Montréal et Québec, l'afflux d'itinérants ivres, ou drogués, ou malades, ou tout ça à la fois, a fini par devenir un danger. On avait oublié que, la nuit, c'est à eux que la rue appartient et on n'y discute guère des mérites comparés de Karl Marx et d'Adam Smith.

Ce n'est pas le « système » qui aura eu raison des indignés, c'est la rue. Et c'est aussi l'entropie, la tendance de toute chose à évoluer vers le désordre.

NOUVELLE ENTREVUE DE JACQUES PARIZEAU



DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

LAPRESSE.CA/DEBATS

LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Noël: magasiner et... quoi d'autre?

par Ariane Krol



EXCLUSIF : OCCUPY WALL STREET : L'ÉCHEC DE LA CONTRE-CULTURE

QUESTION DU JOUR

Avez-vous déjà lu des livres numériques?

- OUI, plus de cinq > 6%
- OUI, cinq et moins > 7%
- NON > 86%

Résultats à 20h: 12 889 répondants

PHOTO ASSOCIATED PRESS

OPINION

À la croisée des chemins

Les négociations de libre-échange de l'Asie-Pacifique bouleverseront les politiques agricoles au Canada



SYLVAIN CHARLEBOIS
 L'auteur est vice-doyen à la recherche et aux études supérieures de l'Université de Guelph, en Ontario.

Une simple balade avec le président des États-Unis a suffi pour réanimer un débat qui dérange le monde agricole québécois et ontarien.

À l'instar du projet controversé Keystone XL, qui prévoit la construction d'un pipeline pétrolier entre l'Alberta et le Texas, le premier ministre Harper souhaite maintenant participer aux négociations sur la création d'une zone de libre-échange dans la région Asie-Pacifique. C'est ce qu'il a annoncé la semaine dernière à Barack Obama tout en faisant l'aveu que le Canada était trop dépendant économiquement des États-Unis.

Évidemment, de telles négociations avec le marché important de l'Asie-Pacifique nous exposeront à nouveau à de sévères critiques liées à notre système protectionniste de la gestion de l'offre, pourfendu partout dans le monde. Se faire montrer du doigt n'est jamais souhaitable, mais dans le cas de la gestion de l'offre, c'est peut-être ce que souhaite M. Harper.

Certes, la plateforme conservatrice en matière de commerce international est d'une importance capitale pour M. Harper. Depuis 2006, avec l'arrivée des conservateurs à Ottawa, le Canada a conclu plusieurs ententes bilatérales avec une panoplie de pays, y compris la Colombie et le Pérou. Le

Canada s'attaque à des marchés plus importants en négociant actuellement avec plus d'une dizaine de partenaires importants tels que l'Inde, la Corée et la Turquie. De surcroît, les négociations avec la Communauté européenne sont à un point délicat, celui de négocier les échanges en matière agricole.

Jusqu'à maintenant, le gouvernement fédéral canadien a pu défendre les vertus de son système protectionniste de la gestion de l'offre avec habileté. Par contre, en participant aux négociations de la zone de libre-échange dans la région Asie-

La gestion de l'offre a bien servi notre économie agricole, mais il est temps de passer à quelque chose de différent.

Pacifique, les choses risquent de se compliquer davantage. Quelques filières, notamment laitière et avicole, sont soumises au système de gestion de l'offre par laquelle des quotas de production sont émis. Certains craignent d'assister à une remise en question de notre système, par une diminution des tarifs douaniers appliqués aux importations de produits laitiers, par exemple.

Ce sont des choix nécessairement difficiles qui se conjugueraient bien avec les idéaux conservateurs du libre-échange. Le gouvernement Harper a déjà démontré qu'il est en mesure de prendre des décisions contestées en matière de politiques agricoles.

Avec le projet de loi C-18 à Ottawa, le gouvernement

canadien entend démanteler le modèle de guichet unique maintenu par la Commission canadienne du blé. Mais politiquement, la gestion de l'offre est un sujet plus complexe, pour une simple et bonne raison: les consommateurs canadiens ne mangent pas de l'orge ou du blé, mais ils achètent du lait, des œufs et de la volaille pratiquement chaque semaine. Et puisque les consommateurs font implicitement confiance aux agriculteurs, le premier ministre Harper est voué à perdre un débat domestique sur l'avenir de la gestion de l'offre. Le gouvernement fédéral reconnaît plus que jamais qu'une réforme de la gestion de l'offre passe par l'influence de nouveaux partenaires sur la scène internationale.

Bref, l'agriculture canadienne est à la croisée des chemins. Non seulement nos politiques agroalimentaires empêchent l'agriculture canadienne de se développer davantage, mais elles influent sur d'autres secteurs non agricoles qui tentent de développer de nouveaux marchés.

En considérant de nouveaux marchés, il faudra faire des compromis, ça va de soi. Avec une économie américaine chancelante, le Canada n'a plus les moyens d'être à la remorque d'une superpuissance économique qui perd tranquillement son allure et qui bat de l'aile.

Nos politiques agricoles actuelles ont été adoptées durant une époque où le contexte mondial était fort différent. La gestion de l'offre a bien servi notre économie agricole depuis plusieurs années, mais il est maintenant temps de passer à quelque chose de différent.

À BIEN Y PENSER

DÉBATS

Pendant que le gouvernement du Québec continue d'autoriser l'exportation de l'amianté dans le tiers-monde, on procède à des travaux de désamiantage à coups de millions au restaurant Hélène-de-Champlain pour raison de salubrité. Deux poids, deux mesures. Honteux.
— Robert Pellerin

Une démarche constructive



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Ne parlons pas de fédéralisme renouvelé – un concept galvaudé qui n'est pas à l'ordre du jour. Parlons plutôt de fédéralisme intelligent. Deux ou trois indices laissent croire que les Canadiens vont peut-être apprendre à pratiquer le fédéralisme comme des adultes.

Puisque, semble-t-il, la population québécoise a tacitement décidé de rester dans la fédération, pourquoi ne pas jouer le jeu en adulte ?

Premier indice : l'exceptionnelle démarche du ministre de la Justice Jean-Marc Fournier, qui est allé proposer à Ottawa une série d'amendements au projet de loi C-10, particulièrement au chapitre des jeunes contrevenants... et qui doit rencontrer aujourd'hui son homologue fédéral, le ministre Rob Nicholson, pour réitérer ses objections et ses recommandations.

Voilà une attitude constructive qui tranche drôlement avec la façon dont Québec gère ses rapports avec le gouvernement fédéral, et ce, même sous les libéraux. Jusqu'ici, on a vu se répéter ad nauseam le même scénario lassant : à grand renfort de menaces et de lamentations, le Québec réclame de l'argent, joue les indignés quand il n'en reçoit pas assez, et quand il reçoit sa part du gâteau, se retire dans ses terres, indifférent à ce qui se passe ailleurs au Canada.

C'est la première fois, sauf erreur, qu'un ministre québécois rompt avec ce scénario humiliant, qui a donné au Québec une image d'enfant gâté jamais content.

Posément, dans un mémoire bien préparé, et avec des arguments rationnels, M. Fournier a fait valoir en comité parlementaire son opinion sur le projet de loi sur la criminalité, de même que l'expérience québécoise en matière de réhabilitation.

Il ne fallait pas s'attendre à ce que le gouvernement Harper, maintenant majoritaire, batte en retraite sur ce sujet pour lui prioritaire. Mais comme le disait le reporter du *Globe and Mail* Daniel Leblanc à Radio-Canada, la prestation de M. Fournier a impressionné tout le monde à Ottawa, et les idées défendues par Québec vont faire leur petit bonhomme de chemin.

Second indice : à l'autre bout du pays, pendant ce temps, s'élève une nouvelle voix albertaine. La première ministre élue, Alison Redford, toute conservatrice soit-elle, rompt elle aussi une longue tradition isolationniste, et avec l'orgueilleuse arrogance de la part de la province la plus riche, celle qui, par son expansion phénoménale, alimente la caisse de la péréquation.

Elle a confié à plusieurs médias son intention d'être plus « présente » dans les débats canadiens, et plus attentive aux critiques soulevées contre l'exploitation des sables bitumineux. Elle tend la main à l'Ontario, frappé de plein fouet par l'effondrement de son industrie manufacturière, pour l'aider à devenir un acteur majeur des nouvelles industries énergétiques, saluant au passage son implication dans le développement de l'énergie solaire et éolienne.

M^{me} Redford est une « red Tory » bilingue qui a milité dans l'ancien Parti conservateur des Clark et des Mulroney, et est une amie personnelle de Jean Charest. Elle aussi aurait préféré, pour le projet de loi sur la criminalité, une approche davantage basée sur la prévention. Les observateurs la disent plus proche de l'ancien premier ministre Peter Lougheed que de ses successeurs, au sens où, loin d'être exclusivement centrée sur l'Alberta, elle tient compte des intérêts de l'ensemble du pays.

C'est une attitude qui serait venue tout naturellement à Jean Charest, s'il ne s'était pas senti obligé, pour des raisons électorales, d'adopter l'idéologie frileuse et purement défensive d'un Robert Bourassa, lequel n'a jamais vu le Canada autrement que comme un distributeur de billets verts.

Le fédéralisme est un système peu « sexy » qui repose sur des compromis et des échanges, sur la raison plutôt que sur les sentiments. Puisque, semble-t-il, la population québécoise a tacitement décidé de rester dans la fédération, pourquoi ne pas jouer le jeu en adulte ?

Prêt à mourir

Le président al-Assad ne renoncera pas au pouvoir en Syrie



JOCELYN COULON
L'auteur (j.coulon@umontreal.ca) est directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix, affilié au CERUIM.

Il y a quelques semaines, dans ces pages, j'écrivais que le président syrien Bachar al-Assad se trouvait devant une alternative : soit il quittait le pouvoir, soit il finissait comme Saddam Hussein et Kadhafi. Il a choisi la deuxième option. Le président veut mourir aux commandes. La posture est certainement courageuse, mais le président syrien n'a rien d'un Salvador Allende.

Arrivée au pouvoir par un coup d'État en 1970, la dynastie al-Assad, alors incarnée par le père Hafez, a purgé le pays de ses opposants réels ou imaginaires et imposé une horrible dictature. On croyait le fils plus éclairé, plus moderne. Il l'est, en effet, mais à sa manière, comme l'était Saïf al-Islam, le fils de Kadhafi, capturé il y a quelques jours. La liberté peut-être, la démocratie jamais. Bachar pouvait tenir cet équilibre, car il savait l'importance de la Syrie dans le grand jeu du Proche-Orient. Et il rendait de petits services. Ainsi, au lendemain du 11-Septembre, la Syrie a accepté de servir de centre de torture pour les prisonniers livrés par les Américains dans la lutte contre le terrorisme. Le Canadien Maher Arar en sait quelque chose.

Bachar est toutefois allé trop loin. L'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri en 2005 a posé les premiers jalons de son isolement international. Puis, soudain, le Printemps arabe a soufflé un vent de liberté de la Tunisie à Bahreïn, en passant par l'Égypte et la Libye. Le président syrien a cru son pays immunisé. Erreur fatale.

Lorsqu'un pouvoir dictatorial repose sur une minorité s'accaparant tout, il fait le vide autour de lui. Il ne faut qu'une étincelle pour allumer le feu. La majorité sunnite ne rêve que de vengeance. Et si, en plus, les Occidentaux et Israël veulent régler



PHOTO BASSEM TELLAWI, ASSOCIATED PRESS

Des manifestants en faveur du régime syrien ont déambulé dans les rues de Damas, dimanche, pour exprimer leur appui au président Bachar al-Assad.

son compte à al-Assad, alors tout est en place pour un affrontement. La révolte a commencé il y a neuf mois.

La Ligue arabe a cru jouer un rôle afin d'encourager le dialogue entre le pouvoir et le régime. Comme en Libye, à Bahreïn ou ailleurs, son intervention n'aura servi à rien, on s'en doutait, car la Ligue arabe n'a jamais été autre chose qu'un club de dictateurs soucieux de préserver leur propre survie et de dénoncer Israël.

L'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri en 2005 a posé les premiers jalons de l'isolement international du président syrien.

En Syrie, ni l'opposition – un regroupement de démocrates, mais aussi de personnages douteux et louches comme ce colonel Riad al-Assad, chef de l'Armée syrienne libre et étrangement bien branché sur les médias et cabinets de relations publiques occidentaux – ni le

gouvernement n'étaient en fait prêts à quelque compromis que ce soit.

La lutte à mort semble donc la seule porte de sortie. « Le régime al-Assad ne comprend que la force, a dit le mystérieux colonel. Seule la lutte armée le fera tomber. » Le président syrien n'a pas tardé à répondre. Dans un entretien publié dimanche par l'hebdomadaire britannique *The Sunday Times*, il a accusé les insurgés et la Ligue arabe de servir de paravents à une intervention étrangère et a affirmé être « tout à fait » prêt à combattre et à mourir s'il devait affronter des forces étrangères – « cela va sans dire et c'est indéniable ».

La Syrie est donc entrée dans un cycle infernal. À moins d'un effondrement soudain du régime – ce qui n'est pas à écarter –, les combats vont se poursuivre. Ils vont entraîner un afflux de réfugiés au Liban et en Irak, avec les conséquences que cela peut induire sur ces pays déjà fragilisés par des conflits internes. Cet élargissement des violences pourrait aussi entraîner la Turquie à intervenir directement. Et que fera l'Iran pour sauver la Syrie, sa seule alliée dans la région? Existe-t-il encore une porte de sortie qui permettrait d'éviter le pire? À vrai dire, non.

RÉPLIQUE

Une amélioration graduelle

L'âge moyen de la flotte de taxis a diminué de cinq ans

SERGE MASSE

PDG de FinTaxi, l'auteur réagit à l'opinion de Denis Boucher intitulée « Le taxi en déroute », qui a été publiée vendredi dernier.

Vos commentaires sur l'industrie du taxi reflètent probablement le point de vue de très nombreux Montréalais.

Il arrive parfois que des véhicules soient mal entretenus ou aient des problèmes mécaniques, impossible de le nier. Cependant, l'âge moyen de la flotte s'est considérablement rajeuni

pour un salaire proche du salaire minimum?

Je n'essaie pas de contester que des problèmes existent dans l'industrie du taxi. Il y en a. L'image de l'industrie est toutefois ternie par le comportement d'une minorité de chauffeurs qui entretiennent leur véhicule de façon douteuse ou manquent de respect aux clients. Pendant ce temps, la majorité des intervenants font un excellent travail et personne n'en parle.

L'image de l'industrie est ternie par le comportement d'une minorité de chauffeurs qui entretiennent leur véhicule de façon douteuse ou manquent de respect aux clients. Pendant ce temps, la majorité fait un excellent travail et personne n'en parle.

depuis quelques années et continuera de le faire. C'est un processus graduel.

Vous dites des chauffeurs qu'ils manquent de formation. Sachez qu'à Montréal, pour devenir chauffeur de taxi, il faut suivre et réussir un cours de cinq semaines. Ce cours est obligatoire depuis quelques dizaines d'années.

Vous dites que les chauffeurs préfèrent aller vous conduire à l'aéroport plutôt qu'à 10 coins de rue plus loin. Trop souvent, c'est vrai, et c'est regrettable : pas assez de chauffeurs comprennent qu'ils gagnent leur vie avec les petites courses. C'est là que sont le pain et le beurre. Par contre, pour gagner sa vie, un chauffeur de taxi doit travailler 6 jours de 12 heures. Connaissez-vous beaucoup de gens qui accepteraient ce rythme de

Depuis l'an 2000, une nouvelle loi du taxi existe au Québec. Elle a permis de rajeunir la flotte, d'obliger la formation et, de façon générale, d'améliorer la qualité du service.

À Montréal, le Bureau du taxi travaille d'arrache-pied, dans l'ombre, au développement de l'industrie du taxi. L'âge moyen de la flotte a diminué de près de cinq ans entre 2001 et 2011. De plus, la formation continue est devenue obligatoire et sera mise en pratique à compter de 2012.

Dans la province, tous les chauffeurs ont été formés pour le transport de personnes ayant des déficiences physiques. Montréal dispose de 200 véhicules adaptés pour le transport de personnes en fauteuil roulant. C'est encore peu, mais il n'y en avait presque pas il y a 10 ans.

Bref, l'industrie du taxi québécoise et montréalaise est résolument engagée dans un processus d'amélioration continue. Les effets sont déjà perceptibles, mais c'est loin d'être terminé. Plutôt que de décrier l'industrie, aidez-nous à continuer le développement amorcé.

Le transport par taxi est le moins cher au monde (il n'est pas subventionné, contrairement aux transports publics). C'est un excellent substitut à la deuxième voiture pour décongestionner les villes, qu'il y ait de la construction ou non. C'est le moyen le moins coûteux pour les personnes âgées qui peuvent ainsi se dispenser d'avoir une automobile. C'est un excellent complément au train, à l'avion, au métro, à l'autobus et, oui, au BIXI. Le taxi décongestionne les centres-ville et réduit la pollution.

La Ville de Montréal vient d'annoncer la création d'une société paramunicipale qui reprendrait les activités actuelles du Bureau du taxi, en concertation avec l'industrie elle-même, et dont l'objectif principal est de favoriser son développement, exactement dans le sens que vous proposez : une meilleure formation et l'amélioration de la flotte.

Soyons donc positifs! Si vous avez des plaintes, déposez-les au Bureau du taxi dont c'est la mission de traquer les véhicules défectueux ainsi que les chauffeurs fautifs et qui compte sur la collaboration du grand public pour accomplir sa mission.

LAPRESSE.CA

Lisez les commentaires de nos lecteurs sur l'industrie du taxi à LaPresse.ca/debats

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
www.lapresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Bénédictin du siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. Inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

MONDE



PHOTO ATTA KENARE, AGENCE FRANCE-PRESSE
Une Iranienne passe devant une murale peinte sur les murs de l'ancienne ambassade des États-Unis à Téhéran. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada comptent parmi les pays qui ont annoncé des sanctions à l'égard de la république islamique d'Asie.

Le Canada impose des sanctions à l'Iran

Washington et Londres veulent convaincre le régime de renoncer à ses ambitions nucléaires

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — L'offensive diplomatique contre l'Iran s'est accentuée d'un cran, hier, lorsque le Canada, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont annoncé de nouvelles sanctions contre le régime, soupçonné de vouloir se doter de l'arme nucléaire.

Le gouvernement Harper a confirmé à la Chambre des communes que le Canada emboîtera le pas à ses alliés pour resserrer l'étau sur le gouvernement de Mahmoud Ahmadinejad. Ce régime « représente la menace la plus grave pour la paix et la sécurité internationales », selon le ministre des Affaires étrangères, John Baird.

« Les dirigeants actuels de l'Iran font preuve d'un mépris flagrant à l'égard de leurs obligations internationales, a-t-il déclaré dans un communiqué. Ils occultent les activités nucléaires de leur pays et font obstacle à toutes les tentatives internationales de vérification de leurs prétentions. »

Le Canada interdit presque toute forme de transaction financière avec l'Iran, y compris les échanges avec sa banque centrale. Il interdit aussi la vente de marchandises utilisées dans l'industrie pétrochimique de ce pays, dont l'économie est extrêmement dépendante du pétrole.

Les Canadiens qui ont de la famille en Iran peuvent continuer d'envoyer de l'argent à leurs proches.

Vendredi, l'Agence internationale de l'énergie atomique a exigé que Téhéran éclaircisse certains éléments de son programme nucléaire. Plusieurs États affirment que le gouvernement veut s'en servir à des fins militaires, même si celui-ci a toujours clamé qu'il vise des fins pacifiques.

Le gouvernement Harper ne s'en cache pas: il aurait souhaité une résolution plus musclée de la part de l'Agence, antenne des Nations unies.

Même ton à Washington

Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont eux aussi imposé des sanctions économiques à l'Iran, hier. Londres a ordonné à son secteur financier de rompre ses liens avec les banques iraniennes. Washington a annoncé des mesures qui visent à handicaper le secteur pétrolier de ce pays.

« L'Iran a choisi la voie de l'isolement », a déclaré le président américain Barack Obama.

« Il y a un durcissement », constate le professeur Houchang Hassan-Yari, du Collège militaire de Kingston.

Mais selon cet expert, cette nouvelle vague de sanctions ne sera efficace que si la Chine et la Russie y participent. Ces deux pays entretiennent des liens commerciaux étroits avec l'Iran et ont toujours été réfractaires à des mesures punitives. « En l'absence de ces deux pays, toutes les sanctions économiques imposées à l'Iran n'auront pas l'effet souhaité », prévoit M. Hassan-Yari.

MANIFESTATION MONSTRE À L'UC DAVIS

La rectrice s'excuse, mais ne démissionne pas

NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES — Plus de 15 000 personnes ont manifesté sur les terrains de l'Université de la Californie à Davis, hier, pour dénoncer l'usage du gaz poivre contre des étudiants, vendredi.

La rectrice de l'Université, Linda Katehi, s'est adressée à la foule. « Je suis ici pour présenter mes excuses. Je suis atterrée par ce qui s'est passé. Notre université doit faire mieux. Nous devons travailler ensemble. »

En assemblée générale, les étudiants ont voté à 99,5 % pour une grève qui aura lieu lundi prochain. Une pétition en ligne demandant la démission de M^{me} Katehi a recueilli plus de 70 000 signatures, hier.

En entrevue à *La Presse*, Jonathan Eisen, professeur de microbiologie au centre de génome de l'Université de Californie à Davis, a dit que la foule réunie sur les terrains de l'Université était « immense, calme et respectueuse ».

« Je n'ai jamais vu une foule aussi grosse sur le campus, a-t-il dit. On sentait une colère sourde contre l'administration et la police de l'Université, mais aussi de la tristesse devant une "innocence perdue" sur le campus. »

Vendredi, les policiers de l'UC Davis ont aspergé des étudiants avec du gaz poivre. Les policiers ont dit avoir été encerclés par des étudiants formant une chaîne humaine, assis par terre. Les images de l'affrontement ont été vues plus d'un million de fois sur YouTube.

Obama appuie Papademos

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le président Barack Obama a promis hier le soutien des États-Unis à la Grèce à l'occasion d'un entretien téléphonique avec le nouveau premier ministre Lucas Papademos, a annoncé la Maison-Blanche.

M. Obama a appelé le chef du gouvernement grec « pour le remercier de prendre une responsabilité si importante à un moment critique et pour exprimer le soutien des États-Unis aux efforts faits par la Grèce pour mettre en œuvre ses engagements conformément au programme de l'Union européenne et du FMI », a fait savoir la présidence américaine dans un communiqué.

Le président américain a assuré que Washington se tiendrait « fermement aux côtés de la Grèce, une amie et une alliée, afin de traverser cette passe difficile ».

Le nouveau gouvernement grec d'union nationale dirigé par Lucas Papademos a obtenu mercredi la confiance du Parlement. M. Papademos s'est fixé comme objectif de ratifier l'accord européen de désendettement de la Grèce, crucial pour l'avenir du pays.

VOIR LES ÉTATS-UNIS ET L'EUROPE DANS LA TOURMENTE. LE DOSSIER EN PAGES 2 ET 3 DU CAHIER LA PRESSE AFFAIRES.

Le Médecin qui soulage les douleurs

Le Médecin Canadien soulage le patient en traitant la source du problème.

Pour la première fois le Dr Ho un expert en santé, va vous présenter une démonstration gratuite chez Le Naturiste.

Si vous souffrez de douleur au dos, aux genoux, d'arthrite, de maux de tête ou de stress, vous savez comment cela peut être décourageant.

Walter Rose n'a jamais eu de douleur jusqu'au jour où il se réveilla il ya deux ans. Cette histoire n'est pas un cas isolé, raconte Peggy Chu. « J'ai travaillé dans une banque pendant 20 ans et mon cou, mon dos et mes épaules me faisaient toujours mal. Être assise toute la journée a endommagé ma posture et m'a causé des terribles maux de tête. »

Walter et Peggy, ont vus des spécialistes l'un après l'autre et pourtant, la douleur ne cessait pas. Ils ont finalement décidé de voir Docteur Michael Ho à Toronto. Dès leur arrivée, Walter et Peggy ont été accueillis par les experts de la santé de Dr Ho. Ceux-ci sont formés pour guider et conseiller les patients dans leur mode de vie et leurs exercices. Après quelques semaines de traitements, ils ne pouvaient pas croire les résultats.

Dr Michael Ho est un médecin canadien qui est internationalement reconnu pour sa capacité à soulager la douleur. Sa technique spécialisée cible la cause de la douleur pour mieux la traiter.

« Pour traiter efficacement la douleur chronique, les traitements doivent être fréquents et être d'une longue période. » C'est très frustrant parce que les patients ne peuvent pas venir à la clinique quotidiennement. C'est pourquoi le Dr Ho a développé son Double système de massage qui permet aux patients de se soigner à la maison chaque fois qu'ils ressentent des douleurs quelconques. « Le DR-HO'S Massage double est très efficace pour soulager la douleur et est facile à utiliser. Il vous permettra d'accélérer votre thérapie en plus de vous faire économiser de l'argent. »

Le système de thérapie double massage traite les muscles endoloris et stimule les nerfs sensoriels, ce qui aide à diminuer la douleur, détendre les muscles et améliorer la circulation. Le Dr Ho Massage double est enregistré comme dispositif médical avec



Santé Canada et fournit une combinaison de T.E.N.S. et E.M.S. thérapie. Dr Ho Massage double a passé plusieurs tests cliniques à l'Université de Waterloo. Ces tests avaient pour but de soulager la tension musculaire, de diminuer la douleur, de réduire les spasmes musculaires et d'améliorer la circulation en un temps minime de 20 minutes. Ce dispositif est recommandé par les médecins et est l'un des meilleurs traitements pour les maux de tête, la douleur au cou, aux épaules, au dos, aux genoux, l'arthrite et la fibromyalgie de la jambe. Efficace, facile et utilisable dans le confort de votre maison.

Dr Ho annonce que cette fin de semaine, ses experts de la santé tiendront une journée de démonstration de tous les produits de Dr Ho. Si vous avez des douleurs ou des tensions, vous ne voudrez pas manquer cet événement.

« Ces événements sont fantastiques! Ils permettent de communiquer avec la communauté, donne aux gens l'opportunité d'essayer nos produits et de poser des questions à nos experts. Nous sommes très heureux du partenariat avec Le Naturiste. » Venez visiter les experts Dr Ho et soulagez la douleur sans l'usage de drogues. Vous n'avez pas à endurer cette douleur plus longtemps. Si vous souhaitez de plus amples informations concernant les produits Dr Ho pour le soulagement de la douleur, s'il vous plaît appelez 1-866-364-8033 et/ou visitez www.DrHoNow.com.

Journée de Démonstrations Gratuites!

Le double système de massage thérapeutique de Dr Ho a cliniquement prouvé qu'il soulage la douleur, détend les muscles tendus et améliore la circulation et ce, dans un minime laps de temps de 20 minutes.

Le Dr Ho Neck Comforter est l'un des seuls produits thérapeutiques destinés à traiter et enlever la douleur au cou. Il aide également à étirer doucement les muscles tendus afin de soulager la douleur et améliorer la circulation des mains à la tête.

Le Dr Ho Neck Comforter est l'un des seuls produits thérapeutiques destinés à traiter et enlever la douleur au cou. Il aide également à étirer doucement les muscles tendus afin de soulager la douleur et améliorer la circulation des mains à la tête.

La ceinture de Dr Ho procure un soulagement pour :

- Les douleurs sévères et chroniques au dos
- L'hernie discale dégénérative
- Les douleurs aux jambes dues aux disques dégénérés
- Douleurs au dos créées par le fait d'être assis, par la conduite automobile, ou le fait de lever quelque chose
- Douleurs sportives : Le golf, le hockey et les sports de raquettes

Le Dr Ho Digestive Kit est l'ensemble digestif le plus complet disponible sur le marché. Nous vous aiderons à nettoyer votre appareil intestinal, aidant votre régularité, réduire l'inflammation et ajouter des probiotiques pour aider votre système à rester en santé

Une Semaine Seulement

Le Naturiste tiendra une journée de démonstrations gratuites pour les produits de Dr Ho, accompagné d'un de ses experts de la santé.

Le Naturiste

votre magasin de vitamines et suppléments

Journée de Démonstrations Gratuites !

Le 23 Novembre 11h - 16h	Promenades Saint-Bruno 254 Boul Des Promenades Loc. L-021a Saint-Bruno-de-Montarville	450-653-9337
Le 24 Novembre 15h - 20h	Carrefour Du Nord 900, boul Grignon, Local 13, Saint-Jérôme	450-438-4205
Le 24 Novembre 15h - 20h	Centre Laval 1600, boul Le Corbusier, Local 98-B, Laval	450-681-5166
Le 25 Novembre 15h - 20h	Place Longueuil 825, rue Saint-Laurent Ouest, Longueuil	450-674-1986
Le 25 Novembre 15h - 20h	Galerie Joliette 1075, boul Firestone, Joliette	450-752-1249